

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 659**21 août 2001****SOMMAIRE**

CARPINTEX S.A., Carpets and International Textiles S.A., Luxembourg	31628	Parade Fonds, Sicav, Luxembourg	31597
Confidentia Conseil S.A., Luxembourg	31605	Phipe Holding S.A., Luxembourg	31629
DekaLux-Treasury	31608	Richemont S.A., Luxembourg	31631
Doneck Euroflex S.A., Grevenmacher	31627	Salorix Holding S.A., Luxembourg	31630
ETF European Theme Fund	31607	Société Financière L.Dapt S.A., Luxembourg	31628
Fantuzzi S.A., Luxembourg	31587	Somapar S.A., Luxembourg	31619
Financière Titania S.A., Luxembourg	31630	SPP Platin, Fonds commun de placement	31608
Hollerich Investment Holding S.A., Luxembourg	31628	Taro S.A., Luxembourg	31630
Ilan S.A., Luxembourg	31632	Thomson Holdings S.A., Luxembourg	31621
Kerguelen S.A.H., Luxembourg	31631	Thomson Holdings S.A., Luxembourg	31622
Kundera S.A.H., Luxembourg	31631	Thomson International S.A., Luxembourg	31623
Le Clair S.A., Luxembourg	31617	Thomson International S.A., Luxembourg	31626
Lito S.A.H., Luxembourg	31616	Tourbillon, S.à r.l., Luxembourg	31626
Luxembourg Investments Holding S.A., Luxembourg	31629	Transbel Holding S.A., Luxembourg	31621
Macri S.A., Luxembourg	31631	Transimmobilia S.A.	31626
Mevlana, S.à r.l., Luxembourg	31618	Try-Com S.A., Luxembourg	31622
Mevlana, S.à r.l., Luxembourg	31619	Tulipe Holding S.A., Luxembourg	31623
Molino Holding S.A., Luxembourg	31622	Turning Point S.A., Luxembourg	31626
Molino Holding S.A., Luxembourg	31622	Unique I.T. Consulting, S.à r.l., Luxembourg	31627
Opacco Holding S.A., Luxembourg	31629	VB Dinkelsbühl	31588
Opéra International Lux S.A., Luxembourg	31617	VDS Computing Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	31585
Opéra International Lux S.A., Luxembourg	31617	Xenos, Sicav, Luxembourg	31586
		Xenos, Sicav, Luxembourg	31586

VDS COMPUTING LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 241, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 36.379.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 19 janvier 2001, vol. 548, fol. 58, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2001.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES

(07009/502/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2001.

XENOS, Société d'investissement à capital variable.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 7, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 63.698.

—
*Procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires
tenue au siège social à Luxembourg le 25 janvier 1999*

Bureau

La séance est ouverte à 10.00 heures sous la présidence de Monsieur Christopher Misson, qui désigne comme secrétaire Monsieur Régis Leoni.

L'Assemblée Générale appelle aux fonctions de scrutateur Monsieur Hervé Coussement.

Exposé du Président

Le Président expose:

1. que la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée par un avis de convocation, conformément à la loi du 10 décembre 1998 relative à la conversion par les sociétés commerciales de leur capital en euro, contenant l'ordre du jour publié au Luxemburger Wort du 14 janvier 1999.

L'exemplaire justificatif de cette publication est à la disposition de l'assemblée.

2. que l'Assemblée n'a pas besoin du quorum pour délibérer valablement conformément à la loi du 10 décembre 1998 relative à la conversion par les sociétés commerciales de leur capital en euro.

3. que la présente Assemblée Générale a pour ordre du jour:

Remplacement dans les statuts de la devise d'expression des comptes annuels de la société par l'Euro et notamment de remplacer la phrase de l'article 5 des statuts: «Le capital consolidé est exprimé en francs luxembourgeois (LUF).» par la phrase «Les comptes annuels de la Société, tous compartiments réunis, seront établis en Euro, monnaie d'expression du capital social.»

4. que tous les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, laquelle après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal.

5. que la présente Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'objet porté à l'ordre du jour.

Constatation de la validité de l'Assemblée

Tous les faits exposés par le Président sont vérifiés et reconnus exacts par l'Assemblée Générale. Celle-ci est reconnue valablement constituée et apte à délibérer sur l'objet porté à l'ordre du jour.

Délibération

L'Assemblée aborde l'ordre du jour et, après avoir délibéré, elle prend à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution unique

L'Assemblée décide de remplacer dans les statuts la devise d'expression des comptes annuels de la société par l'Euro et notamment de remplacer la phrase de l'article 5 des statuts: «Le capital consolidé est exprimé en francs luxembourgeois (LUF).» par la phrase «Les comptes annuels de la Société, tous compartiments réunis, seront établis en Euro, monnaie d'expression du capital social.»

Clôture

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance.

C. Misson / R. Leoni / H. Coussement

Président / Secrétaire / Scrutateur

Enregistré à Luxembourg, le 9 février 2001, vol. 549, fol. 50, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(18239/200/46) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2001.

XENOS, Société d'investissement à capital variable.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 7, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 63.698.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

F. Baden.

(18240/200/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2001.

FANTUZZI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 57.392.

L'an deux mille un, le neuf juillet.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme FANTUZZI S.A., ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B sous le numéro 57.392 constituée suivant acte reçu par Maître Camille Hellinckx, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 décembre 1996, publié au Mémorial C numéro 136 du 20 mars 1997 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 16 juin 1998, publié au Mémorial C numéro 711 du 2 octobre 1998.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Franco Pozzi, commercialista, demeurant à Milan, (Italie).

Le président désigne comme secrétaire Madame Marie-Fiore Ries-Bonani, employée privée, demeurant à Esch-sur-Alzette.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Federico Innocenti, maître en sciences économiques, demeurant à Bertrange.

Le président prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le bureau et le notaire soussigné. La liste de présence et les procurations signées ne varientur, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que les cinq cents (500) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du Jour:

- 1) Approbation du projet de scission publié au Mémorial C numéro 424 du 8 juin 2001.
- 2) Approbation du rapport prévu par l'article 294 de la loi sur les sociétés commerciales.
- 3) Constatation de la réalisation de la scission à la date de l'assemblée, sans préjudice des dispositions de l'article 302 sur les effets de la scission à l'égard des tiers.
- 4) Décharge à accorder aux administrateurs et commissaires de la société scindée pour l'exécution de leurs mandats respectifs.
- 5) Détermination du lieu de conservation des documents sociaux de la société scindée pendant le délai légal.
- 6) Approbation des statuts des sociétés résultant de la scission tels que publiés au Mémorial C numéro 424 du 8 juin 2001.
- 7) Nomination des organes sociaux des sociétés résultant de la scission.
- 8) Fixation des adresses des sociétés résultant de la scission.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée approuve le projet de scission publié au Mémorial C numéro 424 du 8 juin 2001 sans restrictions.

Deuxième résolution

L'assemblée renonce, conformément à l'article 296 de la loi du 7 septembre 1987, au rapport prévu par l'article 293 de la loi sur les sociétés commerciales, les dispositions des articles 294 et 295 n'étant pas applicables en l'espèce, aux termes de l'article 307 (5).

Troisième résolution

L'assemblée constate que, conformément aux dispositions de l'article 301 de la loi sur les sociétés commerciales, la scission est réalisée à la date du 8 mai 2001 avec les effets prévus à l'article 303 de la même loi, sans préjudice des dispositions de l'article 302 sur les effets de la scission à l'égard des tiers.

Du point de vue comptable la scission prendra effet à la date de ce jour.

Quatrième résolution

L'assemblée accorde décharge aux administrateurs et commissaires de la société scindée pour l'exercice de leurs mandats respectifs jusqu'à ce jour.

Cinquième résolution

L'assemblée décide que les documents sociaux de la société scindée seront conservés pendant le délai légal au siège social de la société FANTUZZI S.A., à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

Sixième résolution

L'assemblée approuve les statuts des sociétés résultant de la scission tels que publiés au Mémorial C numéro 424 du 8 juin 2001.

Septième résolution

L'assemblée procède aux nominations suivantes:

- pour la société FANTUZZI INDUSTRIES, S.à r.l.:

gérants:

- Sont nommés gérants pour une durée indéterminée, avec pouvoir d'engager la société par la signature conjointe de deux gérants:

- 1.- Monsieur Angelo De Bernardi, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant à Uebersyren;
 - 2.- Madame Marie-Fiore Ries-Bonani, employée privée, demeurant à Esch-sur-Alzette;
 - 3.- Monsieur Sauro Davide Bertozzi, dirigeant d'entreprises, demeurant à Brescello, via Carducci, 10, (Italie).
- pour la société SEA STAR PARTICIPATION, S.à r.l.:

gérants:

- Sont nommés gérants pour une durée indéterminée, avec pouvoir d'engager la société par la signature conjointe de deux gérants:

- 1.- Monsieur Vincenzo Arno', maître en droit, demeurant à Luxembourg;
- 2.- Monsieur Federico Innocenti, maître en sciences économiques, demeurant à Bertrange;
- 3.- Monsieur Luciano Fantuzzi, entrepreneur, demeurant à Brescello, via Nizzoli, 19, (Italie).

Huitième résolution

L'assemblée fixe les adresses des sociétés résultant de la scission au L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

Le siège social peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare, conformément aux dispositions de l'article 300 (2) de la loi sur les sociétés commerciales, avoir vérifié et attester l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la société scindée ainsi que du projet de scission.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: F. Pozzi, M.-F. Ries-Bonani, F. Innocenti, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 23 juillet 2001, vol. 515, fol. 14, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 27 juillet 2001.

J. Seckler.

(48206/231/94) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2001.

VB DINKELSBÜHL, Fonds commun de placement.

VERWALTUNGSREGLEMENT (Juli 2001)

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und des Anteilhabers hinsichtlich des Sondervermögens bestimmen sich nach dem folgenden Verwaltungsreglement sowie dem im Anschluss an dieses Verwaltungsreglement abgedruckten Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds, soweit die Teilfonds dieses Sonderreglement zum integralen Bestandteil erklären. Das Verwaltungsreglement und das Sonderreglement bilden insofern gemeinsam als zusammenhängende Bestandteile die Vertragsbedingungen.

Unter Bezugnahme auf Artikel 5 des Gesetzes vom 17. Juli 2000 betreffend das Gesetz vom 30. März 1988 über die Organismen für gemeinsame Anlagen haftet jeder Teilfonds nur für die Schulden, Verpflichtungen und Verbindlichkeiten, die diesen Teilfonds betreffen. Damit bildet jeder Teilfonds in Bezug auf die Anteilhaber eine eigene Einheit.

Art. 1. Der Fonds.

1. Der Fonds VB Dinkelsbühl («Fonds») ist ein rechtlich unselbständiges Sondervermögen (fonds commun de placement) aus Investmentanteilen und sonstigen Vermögenswerten («Fondsvermögen»), das für gemeinschaftliche Rechnung der Inhaber von Anteilen («Anteilhaber») unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung verwaltet wird. Der Fonds besteht aus einem oder mehreren Teilfonds im Sinne des Artikels 111 des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen («Gesetz vom 30. März 1988»). Die Gesamtheit der Teilfonds ergibt den Fonds. Die Anteilhaber sind am Fonds durch Beteiligung an einem Teilfonds in Höhe ihrer Anteile beteiligt. Jeder Teilfonds wird detailliert im jeweiligen Sonderreglement zu diesem Verwaltungsreglement beschrieben.

2. Die gegenseitigen vertraglichen Rechte und Pflichten der Anteilhaber und der Verwaltungsgesellschaft sowie der Depotbank sind in diesem Verwaltungsreglement in Verbindung mit dem Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds geregelt, deren gültige Fassung sowie Änderungen derselben im Mémorial veröffentlicht und beim Handelsregister des Bezirksgerichts Luxemburg hinterlegt sind. Durch den Kauf eines Anteils erkennt der Anteilhaber das Verwaltungsreglement und das jeweilige Sonderreglement sowie alle genehmigten und veröffentlichten Änderungen derselben an.

3. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt außerdem einen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) entsprechend den Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

4. Das Netto-Fondsvermögen (d. h. die Summe aller Vermögenswerte abzüglich aller Verbindlichkeiten des Fonds) muss innerhalb von sechs Monaten nach Genehmigung des Fonds den Gegenwert von 50 Millionen Luxemburger Franken erreichen. Hierfür ist auf das Netto-Fondsvermögen des Fonds insgesamt abzustellen, das sich aus der Addition der Netto-Fondsvermögen der Teilfonds ergibt.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit neue Teilfonds auflegen. Teilfonds können auf bestimmte Zeit errichtet werden.

6. Die in diesem Verwaltungsreglement aufgeführten Anlagebeschränkungen sind auf jeden Teilfonds separat anwendbar.

7. Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Anteilhaber untereinander als eigenständiges Sondervermögen. Die Rechte und Pflichten der Anteilhaber eines Teilfonds sind von denen der Anteilhaber der anderen Teilfonds getrennt. Gegenüber Dritten haften die Vermögenswerte der einzelnen Teilfonds lediglich für Verbindlichkeiten, welche von den betreffenden Teilfonds eingegangen werden.

8. Die Anteilwertberechnung erfolgt separat für jeden Teilfonds nach den in Artikel 7 des Verwaltungsreglements festgesetzten Regeln.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft.

1. Die Verwaltungsgesellschaft des Fonds ist die UNICO ASSET MANAGEMENT S.A., eine Aktiengesellschaft nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg mit eingetragenem Sitz in Luxemburg. Sie wurde am 30. Januar 1979 als Aktiengesellschaft unter luxemburgischem Recht für eine unbestimmte Dauer gegründet. Die Verwaltungsgesellschaft wird durch ihren Verwaltungsrat vertreten. Der Verwaltungsrat kann eines oder mehrere seiner Mitglieder und/oder Angestellten der Verwaltungsgesellschaft mit der täglichen Geschäftsführung sowie sonstige Personen mit der Ausführung von Verwaltungsfunktionen und/oder der täglichen Anlagepolitik betrauen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet den Fonds im eigenen Namen, aber ausschließlich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber. Die Verwaltungsbefugnis erstreckt sich auf die Ausübung aller Rechte, die unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des Fonds bzw. seiner Teilfonds zusammenhängen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des Fonds unter Berücksichtigung der gesetzlichen und vertraglichen Anlagebeschränkungen fest.

4. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, sich auf eigene Kosten in Fragen der Portfoliostrukturierung beraten zu lassen.

Art. 3. Die Depotbank.

1. Die Depotbank des Fonds ist die DG BANK LUXEMBOURG S.A. Sie ist eine Aktiengesellschaft nach Luxemburger Recht und betreibt Bankgeschäfte. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz vom 30. März 1988, dem Depotbankvertrag, diesem Verwaltungsreglement, den einzelnen Sonderreglements sowie dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen).

2. Die Depotbank ist mit der Verwahrung der Vermögenswerte der Teilfonds beauftragt:

a) Sämtliche Investmentanteile, flüssigen Mittel und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte der Teilfonds werden von der Depotbank in separaten Konten und Depots verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements, der jeweiligen Sonderreglements, dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem jeweils geltenden Depotbankvertrag sowie den gesetzlichen Bestimmungen verfügt werden darf.

b) Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft andere Banken im Ausland und/oder Wertpapiersammelstellen mit der Verwahrung von Investmentanteilen und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten der Teilfonds beauftragen, sofern diese an einer ausländischen Börse zugelassen oder in ausländische organisierte Märkte einbezogen sind oder es sich um sonstige ausländische Vermögensgegenstände handelt, die nur im Ausland lieferbar sind.

c) Die Anlage von Vermögenswerten der Teilfonds in Form von Einlagen bei anderen Kreditinstituten sowie Verfügungen über diese Einlagen bedürfen der Zustimmung der Depotbank. Die Depotbank darf einer solchen Anlage oder Verfügung nur zustimmen, wenn diese mit den gesetzlichen Vorschriften, dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem Verwaltungsreglement und dem jeweiligen Sonderreglement sowie dem Depotbankvertrag vereinbar ist. Die Depotbank ist verpflichtet, den Bestand der bei anderen Kreditinstituten verwahrten Einlagen zu überwachen.

3. Bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben handelt die Depotbank unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschließlich im Interesse der Anteilhaber. Sie wird jedoch den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge leisten, vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit diesem Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglement, dem jeweils geltenden Depotbankvertrag, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) und dem Gesetz. Sie wird entsprechend den Weisungen insbesondere:

- a) Anteile eines Teilfonds gemäß Artikel 5 des Verwaltungsreglements auf die Zeichner übertragen,
- b) aus den Konten des jeweiligen Teilfonds den Kaufpreis für Investmentanteile, Optionen und sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte zahlen, die für den betreffenden Teilfonds erworben worden sind,
- c) aus den Konten die notwendigen Einschüsse beim Abschluss von Terminkontrakten zahlen,
- d) Investmentanteile sowie sonstige zulässige Vermögenswerte und Optionen, die für einen Teilfonds verkauft worden sind, gegen Zahlung des Verkaufspreises ausliefern bzw. übertragen,
- e) den Umtausch von Investmentanteilen gemäß den Bestimmungen des Gesetzes, des Verwaltungsreglements und der jeweiligen Sonderreglements sowie des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen) und des Depotbankvertrages vornehmen bzw. vornehmen lassen,
- f) Dividenden und andere Ausschüttungen (falls vorgesehen) an die Anteilhaber auszahlen,
- g) den Rücknahmepreis gemäß Artikel 9 des Verwaltungsreglements auszahlen,
- h) das Inkasso eingehender Zahlungen des Ausgabepreises und des Kaufpreises aus dem Verkauf von Investmentanteilen und sonstigen zulässigen Vermögenswerten sowie aller Erträge, Ausschüttungen, Zinsen, Entgelte für den Optionspreis, den ein Dritter für das ihm für Rechnung des Teilfondsvermögens eingeräumte Optionsrecht zahlt, Steuergutschriften (i) falls vorgesehen, (ii) falls vom jeweiligen Teilfonds im Rahmen von Doppelbesteuerungsabkommen zwischen Luxemburg und anderen Ländern rückforderbar und (iii) falls ausdrücklich hierzu von der Verwaltungs-

gesellschaft angewiesen) vornehmen und diese Zahlungen den Konten des jeweiligen Teilfonds unverzüglich gutschreiben,

i) im Zusammenhang mit der Zahlung von Ausschüttungen auf Investmentanteile und andere gesetzlich zulässige Vermögenswerte Eigentums- und andere Bescheinigungen und Bestätigungen ausstellen, aus denen der Name des jeweiligen Teilfonds als Eigentümer hervorgeht und alle weiteren erforderlichen Handlungen für das Inkasso, den Empfang und die Verwahrung aller Erträge, Ausschüttungen, Zinsen oder anderer Zahlungen an den jeweiligen Teilfonds vornehmen sowie die Ausstellung von Inkassoindossamenten im Namen des jeweiligen Teilfonds für alle Schecks, Wechsel oder anderen verkehrsfähigen Investmentanteile und anderen gesetzlichen zulässigen Vermögenswerte.

4. Ferner wird die Depotbank dafür sorgen, dass

a) alle Vermögenswerte eines Teilfonds unverzüglich auf den Konten bzw. Depots des betreffenden Teilfonds eingehen, insbesondere der Rücknahmepreis aus dem Verkauf von Investmentanteilen,

b) anfallende Erträge und von Dritten zu zahlende Optionsprämien sowie eingehende Zahlungen des Ausgabepreises und etwaige Steuern und Abgaben unverzüglich auf den Konten des jeweiligen Teilfonds verbucht werden,

c) der Verkauf, die Ausgabe, der Umtausch, die Rücknahme und die Auszahlung der Anteile, die für Rechnung des jeweiligen Teilfonds durch die Verwaltungsgesellschaft vorgenommen werden, dem Gesetz, dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem Verwaltungsreglement sowie den Sonderreglements gemäß erfolgen,

d) bei allen Geschäften, die sich auf das Vermögen eines Teilfonds beziehen, die Bestimmungen des Verwaltungsreglements, der Sonderreglements, des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen) sowie die gesetzlichen Bestimmungen beachtet werden und der Gegenwert innerhalb der üblichen Fristen zugunsten des jeweiligen Teilfonds bei ihr eingeht,

e) die Erträge des jeweiligen Teilfondsvermögens dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglement sowie den gesetzlichen Bestimmungen gemäß verwendet werden,

f) Investmentanteile höchstens zum Ausgabepreis gekauft und mindestens zum Rücknahmepreis verkauft werden,

g) sonstige Vermögenswerte und Optionen höchstens zu einem Preis erworben werden, der unter Berücksichtigung der Bewertungsregeln nach Artikel 7 des Verwaltungsreglements angemessen ist und die Gegenleistung im Falle der Veräußerung dieser Vermögenswerte den zuletzt ermittelten Wert nicht oder nur unwesentlich über- bzw. unterschreitet, und

h) die gesetzlichen und vertraglichen Beschränkungen bezüglich des Kaufs und Verkaufs von Optionen und Devisenterminkontrakten sowie bezüglich anderer Devisenkurssicherungsgeschäfte eingehalten werden.

Die Depotbank überwacht die Festsetzung des Inventarwertes eines Anteils gemäß Artikel 7 des Verwaltungsreglements.

5. Darüber hinaus wird die Depotbank

a) nach Maßgabe des zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank vereinbarten Verfahrens, der Verwaltungsgesellschaft und/oder von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Repräsentanten schriftlich über jede Auszahlung, über den Eingang von Investmentanteilen und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, von unbaren Ausschüttungen und Barausschüttungen, Zinsen und anderen Erträgen sowie über Erträge aus Schuldverschreibungen Bericht erstatten sowie periodisch über alle von der Depotbank gemäß den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft getroffenen Maßnahmen unterrichten,

b) nach Maßgabe des zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank vereinbarten Verfahrens unverzüglich alle sachdienlichen Informationen, die sie von Emittenten erhalten hat, deren Investmentanteile, flüssige Mittel und andere gesetzlich zulässige Vermögenswerte sie von Zeit zu Zeit verwahrt, oder Informationen, die sie auf andere Weise über von ihr verwahrte Vermögenswerte erhält, unverzüglich an die Verwaltungsgesellschaft weiterleiten,

c) ausschließlich auf Weisung der Verwaltungsgesellschaft oder der von ihr ernannten Repräsentanten Stimmrechte aus den Investmentanteilen und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, die sie verwahrt, ausüben, sowie

d) alle zusätzlichen Aufgaben erledigen, die von Zeit zu Zeit zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank schriftlich vereinbart werden.

6.a) Die Depotbank zahlt der Verwaltungsgesellschaft aus den Konten bzw. den Depots des betreffenden Teilfonds nur das in diesem Verwaltungsreglement, dem Sonderreglement und dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) festgesetzte Entgelt sowie Ersatz von Aufwendungen.

b) Die Depotbank hat jeweils Anspruch auf das ihr nach diesem Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglement, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) sowie dem Depotbankvertrag zustehende Entgelt und entnimmt es den Konten des betreffenden Teilfonds nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft.

c) Darüber hinaus wird die Depotbank sicherstellen, dass den jeweiligen Teilfondsvermögen Kosten Dritter nur gemäß dem Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglement und dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) sowie dem Depotbankvertrag belastet werden.

7. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen

a) Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen,

b) gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn wegen eines Anspruchs in das Vermögen eines Teilfonds vollstreckt wird; für den das jeweilige Teilfondsvermögen nicht haftet.

Die vorstehend unter a) getroffene Regelung schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Verwaltungsgesellschaft direkt bzw. die frühere Depotbank durch die Anteilinhaber nicht aus.

8. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Anteilinhaber nicht aus.

9. Die Depotbank sowie die Verwaltungsgesellschaft sind jeweils berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich mit einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Eine solche Kündigung durch die Verwaltungsgesellschaft wird wirksam, wenn die Verwaltungsgesellschaft mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur

Depotbank bestellt und diese die Pflichten und Funktionen als Depotbank übernimmt; falls eine Kündigung durch die Depotbank erfolgt, wird die Verwaltungsgesellschaft innerhalb der gesetzlichen Fristen eine neue Depotbank ernennen, welche die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß dem Verwaltungsreglement sowie, gegebenenfalls, dem jeweiligen Sonderreglement übernimmt. Bis zur Bestellung dieser neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilhaber ihrer Pflichten und Funktionen als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Art. 4. Allgemeine Richtlinien für die Anlagepolitik.

Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt im Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds die Anlagepolitik desselben. Folgende allgemeine Anlagegrundsätze und -beschränkungen gelten für sämtliche Teilfonds, sofern keine Abweichungen oder Ergänzungen im Sonderreglement des entsprechenden Teilfonds enthalten sind.

1. Risikostreuung

Das Vermögen der Teilfonds wird unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung nach den nachfolgend beschriebenen anlagepolitischen Grundsätzen und innerhalb der Anlagebeschränkungen gemäß diesem Artikel des Verwaltungsreglements angelegt werden.

Es dürfen ausschließlich Investmentanteile folgender Arten von Investmentfonds und/oder Investmentgesellschaften erworben werden:

- in der Bundesrepublik Deutschland aufgelegte Geldmarkt-, Wertpapier-, Beteiligungs-, Grundstücks-, gemischte Wertpapier- und Grundstücks- sowie Altersvorsorge-Sondervermögen, die keine Spezialfonds sind und bei denen es sich um Fonds des offenen Typs handelt;

- Investmentvermögen, bei denen die Anteilhaber jederzeit das Recht zur Rückgabe der Anteile haben und die nach dem Auslandsinvestment-Gesetz in der Bundesrepublik Deutschland öffentlich vertrieben werden dürfen;

- Investmentvermögen, bei denen die Anteilhaber jederzeit das Recht zur Rückgabe der Anteile haben, die keine Spezialfonds sind und die in ihrem Sitzland einer funktionierenden Investitionsaufsicht unterliegen, deren Zweck der Schutz des Anlegers ist. (Insgesamt die «Zielfonds» genannt)

Die einzelnen Teilfonds können sich hinsichtlich der Anlageziele und der Arten der Zielfonds sowie hinsichtlich ihrer Gewichtung in Bezug auf die anlagepolitischen Zielsetzungen der Zielfonds unterscheiden.

Im Einklang mit den o. g. Regelungen darf der Fonds ausschließlich Anteile an Zielfonds erwerben, welche in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, der Schweiz, den USA, Kanada, Hongkong oder Japan aufgelegt wurden. Des Weiteren muss die Anlagepolitik der vorbezeichneten Zielfonds dem Grundsatz der Risikostreuung im Sinne der Regeln des Teil II des Gesetzes vom 30. März 1988 folgen.

In diesem Zusammenhang darf jeder Teilfonds nicht mehr als 20 % seines Netto-Teilfondsvermögens in Anteilen eines einzigen dieser Zielfonds anlegen. Für den jeweiligen Teilfonds dürfen nicht mehr als 10 % der ausgegebenen Anteile eines solchen Zielfonds erworben werden. Die vorstehenden Anlagegrenzen beziehen sich bei Investmentvermögen, die aus mehreren Teilfonds bestehen (Umbrella-Fonds), jeweils auf einen Teilfonds. Dabei darf es nicht zu einer übermäßigen Konzentration des Netto-Teilfondsvermögens auf einen einzigen Umbrella-Fonds kommen.

Der Umfang, zu dem in Anteilen von nicht-Luxemburger Zielfonds angelegt werden darf, ist nicht begrenzt. Die Investmentanteile der vorgenannten Zielfonds sind in der Regel nicht börsennotiert. Soweit sie börsennotiert sind, muß es sich um einen Börse in einem OECD-Land handeln.

Unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung dürfen je Teilfonds bis zu 100 ausländische Investmentanteile erworben werden.

Für den jeweiligen Teilfonds dürfen keine Anteile von Future-, Venture Capital- oder Spezialfonds sowie keine anderen Wertpapiere (mit Ausnahme von in Wertpapieren verbrieften Finanzinstrumenten) erworben werden.

Der Wert der Zielfondsanteile darf 51 % des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds nicht unterschreiten. Für den jeweiligen Teilfonds dürfen Anteile an Zielfonds, die ihrerseits mehr als 5% des Wertes ihres Vermögens in Anteilen an anderen Investmentvermögen anlegen dürfen, entweder nicht oder nur dann erworben werden, wenn diese Anteile nach den Vertragsbedingungen des Investmentfonds oder der Satzung der Investmentgesellschaft anstelle von Bankguthaben gehalten werden dürfen.

2. Finanzinstrumente mit Absicherungszweck

a) Zur Absicherung von Devisenkursrisiken können Devisenterminkontrakte sowie Call- und Put-Optionen auf Devisen gekauft oder verkauft werden, sofern solche Devisenkontrakte oder Optionen an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt oder sofern die erwähnten Optionen als OTC-Optionen gehandelt werden unter der Voraussetzung, daß es sich bei den Vertragspartnern um erstklassige Finanzinstitutionen handelt, die auf derartige Geschäfte spezialisiert sind.

b) Ferner können zu Absicherungszwecken außerdem auch Devisen auf Termin verkauft beziehungsweise umgetauscht werden im Rahmen freihändiger Geschäfte, die mit erstklassigen, auf solche Geschäfte spezialisierten Finanzinstitutionen abgeschlossen werden.

c) Devisenkurssicherungsgeschäfte setzen in der Regel eine unmittelbare Verbindung zu den abgesicherten Werten voraus. Sie dürfen daher grundsätzlich die in der gesicherten Währung vom Fonds gehaltenen Werte weder im Hinblick auf das Volumen noch bezüglich der Restlaufzeit überschreiten.

3. Flüssige Mittel

Der jeweilige Teilfonds kann flüssige Mittel in Form von Barguthaben und regelmäßig gehandelten Geldmarktpapieren in Höhe von bis zu maximal 49% seines Netto-Teilfondsvermögens halten oder als Festgelder anlegen. Diese sollen grundsätzlich akzessorischen Charakter haben. Die Geldmarktpapiere dürfen im Zeitpunkt des Erwerbs für den jeweiligen Teilfonds eine Restlaufzeit von höchstens 12 Monaten haben.

4. Weitere Anlagerichtlinien

a) Wertpapierleerverkäufe oder der Verkauf von Call-Optionen auf Vermögensgegenstände, die nicht zum Fondsvermögen gehören, sind nicht zulässig.

- b) Das Fondsvermögen darf nicht zur festen Übernahme von Wertpapieren benutzt werden.
- c) Der Fonds wird nicht in Wertpapiere investieren, die eine unbegrenzte Haftung zum Gegenstand haben.
- d) Das Fondsvermögen darf nicht in Immobilien, Edelmetallen, Edelmetallkontrakten, Waren oder Warenkontrakten angelegt werden.
- e) Wertpapierdarlehens- und Pensionsgeschäfte dürfen nicht getätigt werden.
- f) Es werden keine Vermögenswerte erworben, deren Veräußerung aufgrund vertraglicher Vereinbarung irgendwelchen Beschränkungen unterliegt.
- g) Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Einverständnis der Depotbank weitere Anlagebeschränkungen vornehmen, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Anteile vertrieben werden bzw. vertrieben werden sollen.

5. Kredite und Belastungsverbote

- a) Das Fondsvermögen darf nicht verpfändet oder sonst belastet, zur Sicherung übereignet oder zur Sicherung abgetreten werden, es sei denn, es handelt sich um Kreditaufnahmen im Sinne des nachstehenden Buchstaben b).
- b) Kredite zu Lasten des Fonds dürfen nur kurzfristig und bis zu einer Höhe von 10 % des Netto-Teilfondsvermögens aufgenommen werden, sofern die Depotbank der Kreditaufnahme und deren Bedingungen zustimmt.
- c) Zu Lasten des Fondsvermögens dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden.

Art. 5. Fondsanteile - Ausgabe von Anteilen.

1. Fondsanteile sind Anteile an dem jeweiligen Teilfonds. Sie werden durch Anteilzertifikate in der durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelegten und in dem jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführten Stückelung, die auf den Inhaber lauten, ausgegeben. Die Verwaltungsgesellschaft kann die Verbriefung in Globalzertifikaten vorsehen. Ein Anspruch der Anteilinhaber auf Auslieferung effektiver Stücke besteht in diesem Fall nicht. Die Verbriefung in Globalzertifikaten findet gegebenenfalls Erwähnung in dem jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt des Fonds.

2. Alle Fondsanteile an einem Teilfonds haben grundsätzlich die gleichen Rechte.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Teilfonds zwei Anteilklassen A und T vorsehen. Anteile der Klasse A berechtigen zu Ausschüttungen, während auf Anteile der Klasse T keine Ausschüttung erfolgt. Alle Anteile sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Anteilklasse berechtigt. Sofern für die jeweiligen Teilfonds Anteilklassen gebildet werden, findet dies Erwähnung im jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt.

4. Anteile werden an jedem Tag, der ein Bankarbeitstag und Börsentag in Frankfurt am Main ist («Bewertungstag») ausgegeben. Ausgabepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 7 des Verwaltungsreglements zuzüglich eines Ausgabeaufschlages, dessen Höhe für den jeweiligen Teilfonds im jeweiligen Anhang zu dem Verkaufsprospekt aufgeführt ist.

Der Ausgabepreis ist innerhalb von zwei Bewertungstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der Teilfondswährung zahlbar.

5. Der Erwerb von Anteilen erfolgt grundsätzlich zum Ausgabepreis. Zeichnungsanträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft an einem Bewertungstag bis 12.00 Uhr eingehen, werden zu dem Ausgabepreis des folgenden Tages abgerechnet. Für Anträge, die nach 12.00 Uhr bei der Verwaltungsgesellschaft eingehen, kommt der am übernächsten Bewertungstag ermittelte Ausgabepreis zur Anwendung.

6. Fondsanteile können bei der Verwaltungsgesellschaft, den Vertriebsstellen oder jeder Zahlstelle gezeichnet werden. Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank zugeteilt und dem Anteilinhaber in entsprechender Höhe übertragen.

Art. 6. Beschränkungen der Ausgabe von Anteilen.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen oder Anteile gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, wenn dies im Interesse der Anteilinhaber, im öffentlichen Interesse, zum Schutz des Fonds bzw. des jeweiligen Teilfonds oder der Anteilinhaber erforderlich erscheint.

2. In diesem Fall wird die Depotbank auf nicht bereits ausgeführte Zeichnungsaufträge eingehende Zahlungen unverzüglich zurückerstatten.

Art. 7. Anteilwertberechnung.

Das Netto-Fondsvermögen des Fonds lautet auf Euro (EUR) («Referenzwährung»).

Der Wert eines Anteils («Anteilwert») lautet auf die im Sonderreglement des entsprechenden Teilfonds festgelegte Währung («Teilfondswährung»). Unbeschadet einer anderweitigen Regelung im Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds wird der Anteilwert von der Verwaltungsgesellschaft oder einem von ihr Beauftragten in Luxemburg an jedem Bankarbeitstag und Börsentag in Frankfurt am Main («Bewertungstag») berechnet.

Die Berechnung erfolgt durch Teilung des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile an diesem Teilfonds.

Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen dieses Verwaltungsreglements Auskunft über die Situation des Fondsvermögens des Fonds insgesamt gegeben werden muss, werden die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in die Referenzwährung umgerechnet. Das Netto-Fondsvermögen jedes Teilfonds wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

- 1. Investmentanteile werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.
- 2. Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.
- 3. Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet.

4. Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber auf einem anderen geregelten, anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäßen Markt gehandelt werden, werden zu dem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere verkauft werden können.

5. Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere, die weder an einer Börse amtlich notiert, noch auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zu ihrem jeweiligen Verkehrswert, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar festgelegten Bewertungsregeln bewertet.

6. Festgelder können zum Renditekurs bewertet werden, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank geschlossen wurde, gemäß dem die Festgelder jederzeit kündbar sind und der Renditekurs dem Realisierungswert entspricht.

7. Optionen werden grundsätzlich zu den letzten verfügbaren Börsenkursen bzw. Maklerpreisen bewertet. Sofern ein Bewertungstag gleichzeitig Abrechnungstag einer Option ist, erfolgt die Bewertung der entsprechenden Option zu ihrem jeweiligen Schlussabrechnungspreis («settlement price»).

8. Die auf Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere entfallenden anteiligen Zinsen werden mit einbezogen, soweit sie nicht bereits im Kurswert enthalten sind.

9. Alle anderen Vermögenswerte werden zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar festgelegten Bewertungsregeln festgelegt hat.

10. Alle nicht auf die Teilfondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten Devisenmittelkurs in die Teilfondswährung umgerechnet.

Falls für einen Teilfonds verschiedene Anteilklassen eingerichtet werden, erfolgt die Anteilwertberechnung für jede Anteilklasse durch Teilung des Wertes des Teilfondsvermögens, der einer Klasse zuzurechnen ist, durch die Anzahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile dieser Klasse.

Art. 8. Einstellung der Berechnung des Anteilwertes.

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Anteilwertes zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in der die Anteilwertberechnung von Zielfonds, in welchen ein wesentlicher Teil des Fondsvermögens des betreffenden Teilfonds angelegt ist, ausgesetzt ist, oder wenn eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, an/auf welcher(m) ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte notiert oder gehandelt werden, aus anderen Gründen als gesetzlichen oder Bankfeiertagen, geschlossen ist;

b) in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Fondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Anteilwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

2. Anleger, welche einen Rücknahme- oder Umtauschvertrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Anteilwertberechnung unverzüglich benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt.

Jeder Antrag für die Zeichnung, die Rücknahme oder den Umtausch kann im Falle einer Aussetzung der Berechnung des Anteilwertes vom Anteilhaber bis zum Zeitpunkt der Veröffentlichung der Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung widerrufen werden.

Art. 9. Rücknahme und Umtausch von Anteilen.

1. Die Anteilhaber sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zum Anteilwert zu verlangen. Diese Rücknahme erfolgt zum Anteilwert gemäß Artikel 7 des Verwaltungsreglements (Rücknahmepreis) und nur an einem Bewertungstag im Sinne von Artikel 5 Nr. 4. dieses Verwaltungsreglements. Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt unverzüglich nach dem entsprechenden Bewertungstag, spätestens aber innerhalb von zwei Bankarbeitstagen in Luxemburg nach dem entsprechenden Bewertungstag bzw. spätestens innerhalb von sieben Kalendertagen nach Eingang des vollständigen Rücknahmefrages bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen oder den Vertriebsstellen.

2. Für alle Rücknahmefträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft bis 12.00 Uhr an einem Bewertungstag eintreffen, gilt der Rücknahmepreis je Anteil des darauffolgenden Bewertungstages. Für alle Rücknahmefträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft nach 12.00 Uhr an einem Bewertungstag eintreffen, gilt der Rücknahmepreis je Anteil des übernächsten Bewertungstages.

3. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds ohne Verzögerung verkauft wurden. Entsprechendes gilt für Anträge auf Umtausch von Anteilen. Die Verwaltungsgesellschaft achtet aber darauf, dass dem jeweiligen Teilfondsvermögen ausreichende flüssige Mittel zur Verfügung stehen, damit eine Rücknahme von Anteilen auf Antrag von Anteilhabern unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.

4. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z. B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann Anteile einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilhaber oder zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft oder des Fonds oder eines Teilfonds erforderlich erscheint.

6. Der Anteilhaber kann seine Anteile ganz oder teilweise in Anteile eines anderen Teilfonds umtauschen. Der Tausch sämtlicher Anteile oder eines Teils derselben in Anteile eines anderen Teilfonds erfolgt auf Grundlage von Anträgen, die bei der Verwaltungsgesellschaft an jedem Bewertungstag bis 12.00 Uhr eingehen, zu den Anteilwerten des

darauffolgenden Bewertungstages, zuzüglich einer Umtauschprovision. Für Umtauschanträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft an jedem Bewertungstag nach 12.00 Uhr eingehen, gilt der am übernächsten Bewertungstag ermittelte Anteilwert.

7. Fondsanteile können bei der Verwaltungsgesellschaft, den Vertriebsstellen oder über jede Zahlstelle zurückgegeben bzw. umgetauscht werden.

Art. 10. Rechnungsjahr - Abschlussprüfung

1. Das Rechnungsjahr des Fonds beginnt am 1. April eines jeden Jahres und endet am 31. März des folgenden Jahres. Das erste Rechnungsjahr beginnt mit Auflegung des Fonds und endet am 31. März 2002.

2. Die Jahresabschlüsse des Fonds werden von einem Wirtschaftsprüfer kontrolliert, der von der Verwaltungsgesellschaft ernannt wird.

Art. 11. Verwendung der Erträge.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann die in einem Teilfonds erwirtschafteten Erträge an die Anteilhaber dieses Teilfonds oder diese Erträge in dem jeweiligen Teilfonds thesaurieren. Dies findet Erwähnung im Sonderreglement des entsprechenden Teilfonds sowie im jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt.

2. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kursgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne sowie sonstige Aktiva zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Fondsvermögen des Fonds insgesamt aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Nr. 4 des Verwaltungsreglements sinkt.

3. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Anteile ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisanteilen vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausgezahlt werden. Erträge, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des jeweiligen Teilfonds.

4. Ausschüttungsberechtigt sind im Falle der Bildung von Anteilklassen gemäß Artikel 5 Nr. 3 des Verwaltungsreglements ausschließlich die Anteile der Anteilklasse T des jeweiligen Teilfonds.

Art. 12. Kosten.

Neben den im Sonderreglement des entsprechenden Teilfonds festgelegten Kosten trägt jeder Teilfonds folgende Kosten, soweit sie im Zusammenhang mit seinem Vermögen entstehen:

1. Für die Verwaltung des Teilfonds erhebt die Verwaltungsgesellschaft eine Vergütung, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Sonderreglement festgelegt ist.

Neben der Vergütung der Verwaltungsgesellschaft für die Verwaltung der Teilfonds wird dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine Verwaltungsvergütung für die in ihm enthaltenen Zielfonds berechnet. Soweit ein Zielfonds von der Verwaltungsgesellschaft selbst oder einer anderen Gesellschaft, die mit der Verwaltungsgesellschaft durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist, verwaltet wird, werden dafür dem jeweiligen Teilfonds von der Verwaltungsgesellschaft keine Ausgabeaufschläge, Rücknahmeabschläge und keine Verwaltungsvergütung belastet. Diese Beschränkung ist ebenfalls in den Fällen anwendbar, in denen ein Teilfonds Anteile an einer Investmentgesellschaft erwirbt, die mit dem Teilfonds im Sinne des vorgenannten Satzes verbunden ist.

Bei der Verwaltungsvergütung kann das dadurch erreicht werden, dass die Verwaltungsgesellschaft ihre Verwaltungsvergütung für den auf Anteile an solchen verbundenen Zielfonds entfallenden Teil - gegebenenfalls bis zu ihrer gesamten Höhe - jeweils um die von den erworbenen Zielfonds berechnete Verwaltungsvergütung kürzt. Leistungsbezogene Vergütungen und Gebühren für das Fondsmanagement fallen ebenfalls unter den Begriff der Verwaltungsvergütung und sind deshalb mit einzubeziehen.

Soweit einzelne Teilfonds jedoch in Zielfonds anlegen, die von anderen Gesellschaften aufgelegt und/oder verwaltet werden, sind gegebenenfalls der jeweilige Ausgabeaufschlag bzw. eventuelle Rücknahmegebühren zu berücksichtigen. Im übrigen ist zu berücksichtigen, dass zusätzlich zu den Kosten, die dem Teilfondsvermögen gemäß den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements, des jeweiligen Sonderreglements und des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen) belastet werden, Kosten für das Management der Verwaltung der Zielfonds, in welchen die einzelnen Teilfonds anlegen, sowie die Depotbankvergütung, die Kosten der Wirtschaftsprüfer, Steuern, sowie sonstige Kosten und Gebühren, die auf das Fondsvermögen dieser Zielfonds anfallen werden und somit eine Mehrfachbelastung mit gleichartigen Kosten entstehen kann.

Unbeschadet des Vorstehenden wird die Verwaltungsgesellschaft sicherstellen, dass für den Fonds Zielfondsanteile grundsätzlich zu banküblichen Bedingungen erworben werden, so dass im Zusammenhang mit dem Erwerb von Zielfondsanteilen grundsätzlich lediglich eine sehr geringe Doppelbelastung für den jeweiligen Teilfonds entstehen sollte. Darüber hinaus werden gegebenenfalls erlangte Bestandsprovisionen dem jeweiligen Teilfondsvermögen gutgeschrieben.

2. Die Depotbank erhält aus den jeweiligen Teilfondsvermögen eine Depotbankvergütung sowie gegebenenfalls Bearbeitungsgebühren und bankübliche Spesen. Die maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung der Depotbankvergütung sind für den jeweiligen Teilfonds im betreffenden Sonderreglement festgelegt.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann dem jeweiligen Teilfonds außerdem folgende Kosten belasten:

a) bankübliche Spesen für Transaktionen in Wertpapieren, Geldmarktpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten des Fonds und für deren Verwahrung;

b) Kosten der Vorbereitung, der amtlichen Prüfung, der Hinterlegung und Veröffentlichung des Fondsreglements einschließlich eventueller Änderungsverfahren und anderer mit dem Fonds im Zusammenhang stehen den Verträge und Regelungen sowie der Abwicklung und Kosten von Zulassungsverfahren bei den zuständigen Stellen;

- c) Kosten für die Vorbereitung, den Druck und Versand der Verkaufsprospekte sowie der Jahres- und Zwischenberichte und anderer Mitteilungen an die Anteilhaber in den zutreffenden Sprachen, Kosten der Veröffentlichung der Ausgabe- und Rücknahmepreise sowie aller anderen Bekanntmachungen;
- d) Kosten der Fondsadministration sowie andere Kosten der Verwaltung;
- e) Honorare der Wirtschaftsprüfer;
- f) etwaige Kosten von Kurssicherungsgeschäften;
- g) ein angemessener Teil an den Kosten für die Werbung und an solchen, welche direkt in Zusammenhang mit dem Anbieten und Verkauf von Anteilen anfallen;
- h) Kosten für Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilhaber handeln;
- i) Kosten und evtl. entstehende Steuern, die auf das Fondsvermögen respektive Teilfondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des Fonds erhoben werden;
- j) Kosten etwaiger Börsennotierung(en) und die Gebühren der Aufsichtsbehörden und/oder Kosten für die Registrierung der Anteile zum öffentlichen Vertrieb in verschiedenen Ländern, diejenigen der Repräsentanten, steuerlicher Vertreter und der Zahlstellen in den Ländern, in denen die Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind;
- k) Kosten für das Raten des Fonds oder eines Teilfonds durch international anerkannte Ratingagenturen;
- l) Kosten der Auflösung des Fonds oder eines Teilfonds.

Die als Entgelte und Kosten gezahlten Beträge werden in den Jahresberichten aufgeführt.

Alle Kosten und Entgelte werden zuerst dem laufenden Einkommen angerechnet, dann den Kapitalgewinnen und erst dann dem jeweiligen Teilfondsvermögen.

Eine Einschätzung der voraussichtlichen jährlichen, nicht bezifferbaren laufenden Kosten jedes Teilfonds ist im jeweiligen Anhang des Teilfonds zu diesem Verwaltungsreglement enthalten.

Art. 13. Änderungen des Verwaltungsreglements.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank das Verwaltungsreglement sowie die Sonderreglements jederzeit vollständig oder teilweise ändern.

2. Änderungen des Verwaltungsreglements sowie der Sonderreglements werden beim Handelsregister des Bezirksamtes Luxemburg hinterlegt und im Mémorial veröffentlicht und treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, am Tage der Unterzeichnung in Kraft.

Art. 14. Veröffentlichungen.

1. Ausgabe- und Rücknahmepreise sowie alle sonstigen Informationen können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, jeder Zahlstelle und jeder Vertriebsstelle erfragt werden. Sie werden außerdem in mindestens einer überregionalen Tageszeitung eines jeden Vertriebslandes veröffentlicht.

2. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt für den Fonds einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Großherzogtum Luxemburg. In jedem Jahres- und Halbjahresbericht wird der Betrag der Ausgabeaufschläge und Rücknahmeabschläge angegeben, die jedem Teilfonds im Berichtszeitraum für den Erwerb und die Rückgabe von Anteilen an Zielfonds berechnet worden sind, sowie die Vergütung angegeben, die dem jeweiligen Teilfonds von einer anderen Verwaltungsgesellschaft (Kapitalanlagegesellschaft) oder einer anderen Investmentgesellschaft einschließlich ihrer Verwaltungsgesellschaft als Verwaltungsvergütung für die in dem jeweiligen Teilfonds gehaltenen Anteile berechnet wurde.

3. Verkaufsprospekt (einschließlich seiner Anhänge), Verwaltungsreglement, die Sonderreglements sowie Jahres- und Halbjahresbericht des Fonds sind für die Anteilhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, sowie bei jeder Zahlstelle und jeder Vertriebsstelle erhältlich.

Art. 15. Auflösung des Fonds.

1. Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet. Unbeschadet dieser Regelung können der Fonds bzw. ein oder mehrere Teilfonds jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden.

2. Die Auflösung des Fonds erfolgt zwingend in folgenden Fällen:

- a) wenn die Depotbankbestellung gekündigt wird, ohne dass eine neue Depotbankbestellung innerhalb der gesetzlichen oder vertraglichen Fristen erfolgt
- b) wenn über die Verwaltungsgesellschaft das Konkursverfahren eröffnet wird oder die Verwaltungsgesellschaft liquidiert wird
- c) wenn das Fondsvermögen während mehr als sechs Monaten unter einem Viertel der Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Nr. 4 des Verwaltungsreglements bleibt
- d) in anderen, im Gesetz vom 30. März 1988 vorgesehenen Fällen.

3. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur vorzeitigen Auflösung des Fonds bzw. eines Teilfonds führt, werden die Ausgabe und der Rückkauf von Anteilen eingestellt.

Die Depotbank wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare, auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von derselben oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter den Anteilhabern des jeweiligen Teilfonds nach deren Anspruch verteilen. Nettoliquidationserlöse, die nicht zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern eingezogen worden sind, werden von der Depotbank nach Abschluß des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Anteilhaber bei der CAISSE DES CONSIGNATIONS in Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort geltend gemacht werden.

4. Die Anteilhaber, deren Erben, Gläubiger oder Rechtsnachfolger können weder die vorzeitige Auflösung noch die Teilung des Fonds oder eines Teilfonds beantragen.

5. Die Auflösung des Fonds oder eines Teilfonds wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und in mindestens drei überregionalen Tageszeitungen, von denen eine eine Luxemburger Zeitung ist, veröffentlicht.

Art. 16. Verschmelzung des Fonds und von Teilfonds.

Die Verwaltungsgesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates bestimmen, den Fonds oder einen Teilfonds in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen («OGA»), der von derselben Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird oder der von einer anderen Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird, einzubringen.

Die Verschmelzung kann insbesondere in folgenden Fällen erfolgen:

- sofern das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten. Die Verwaltungsgesellschaft hat diesen Betrag auf 25 Mio. Euro festgesetzt,

- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Fonds bzw. den Teilfonds zu verwalten.

Eine solche Verschmelzung ist nur insofern vollziehbar, als die Anlagepolitik des einzubringenden Fonds oder Teilfonds nicht gegen die Anlagepolitik des aufnehmenden OGA verstößt.

Die Durchführung der Verschmelzung vollzieht sich wie eine Auflösung des einzubringenden Fonds oder Teilfonds und eine gleichzeitige Übernahme sämtlicher Vermögensgegenstände durch den aufnehmenden OGA.

Der Beschluss der Verwaltungsgesellschaft zur Verschmelzung des Fonds oder Teilfonds wird jeweils in einer von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile des einzubringenden Fonds oder Teilfonds vertrieben werden, veröffentlicht.

Die Anteilinhaber des einzubringenden Fonds oder Teilfonds haben während 30 Tagen das Recht, ohne Kosten die Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Anteile zum einschlägigen Anteilwert nach dem Verfahren, wie es in Artikel 9 dieses Verwaltungsreglements beschrieben ist, zu verlangen. Die Anteile der Anteilinhaber, welche die Rücknahme ihrer Anteile nicht verlangt haben, werden auf der Grundlage der Anteilwerte an dem Tage des Inkrafttretens der Verschmelzung durch Anteile des aufnehmenden OGA ersetzt. Gegebenenfalls erhalten die Anteilinhaber einen Spitzenausgleich.

Art. 17. Verjährung und Vorlegungsfrist.

1. Forderungen der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden; davon unberührt bleibt die in Artikel 15 Nr 3 des Verwaltungsreglements enthaltene Regierung.

2. Die Vorlegungsfrist für Ertragscheine beträgt fünf Jahre ab Veröffentlichung der jeweiligen Ausschüttungserklärung. Ausschüttungen, die bis zu diesem Zeitpunkt nicht abgefordert worden sind, verjähren zugunsten des jeweiligen Teilfonds. Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, aber nicht verpflichtet, Ausschüttungsbeträge an Anteilinhaber, die ihre Ansprüche auf Ausschüttung erst nach Ablauf der Verjährungsfrist geltend machen, zu Lasten des Fondsvermögens auszus zahlen.

Art. 18. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache.

1. Das Verwaltungsreglement des Fonds sowie das jeweilige Sonderreglement des einzelnen Teilfonds unterliegen dem Recht des Großherzogtums Luxemburg. Gleiches gilt für die Rechtsbeziehungen zwischen den Anteilinhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank. Insbesondere gelten in Ergänzung zu den Regelungen des Verwaltungsreglements die Vorschriften des Gesetzes vom 39. März 1988. Das Verwaltungsreglement sowie die jeweiligen Sonderreglements sind bei dem Bezirksgericht in Luxemburg hinterlegt. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilinhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht jeden Vertriebslandes zu unterwerfen, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind und im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf den Fonds beziehen.

2. Der deutsche Wortlaut dieses Verwaltungsreglements ist maßgeblich. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können im Hinblick auf Anteile des Fonds, die an Anleger in dem jeweiligen Land verkauft wurden, für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in Sprachen solcher Länder als verbindlich erklären, in welchen solche Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Art. 19. Inkrafttreten.

Das Verwaltungsreglement tritt am heutigen Tage in Kraft.

Luxemburg, den 27. Juli 2001.

UNICO ASSET MANAGEMENT S.A.

Die Verwaltungsgesellschaft

Unterschriften

DG BANK LUXEMBOURG S.A.

Die Depotbank

Unterschriften

Sonderreglement

VB Dinkelsbühl: World Select

Für den Teilfonds VB Dinkelsbühl: World Select (der «Teilfonds») gelten ergänzend zu bzw. abweichend von dem Verwaltungsreglement die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

Art. 20. Anlagepolitik.

Das Hauptziel der Anlagepolitik des VB Dinkelsbühl: World Select besteht in der Erzielung eines überdurchschnittlichen Wertzuwachses in Euro unter Berücksichtigung der Kriterien Wertstabilität, Kapitalertrag und Liquidität des Teilfondsvermögens.

Um dieses Anlageziel zu erreichen, wird das Teilfondsvermögen nach dem Grundsatz der Risikostreuung überwiegend in Aktien- und Rentenfonds des offenen Typs angelegt. Daneben können auch Geldmarktfonds erworben werden.

Art. 21. Teilfondswährung, Ausgabe und Rücknahmepreis von Anteilen sowie Umtauschprovision.

1. Die Teilfondswährung, in welcher für den Teilfonds VB Dinkelsbühl: World Select der Anteilwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist der Euro.
2. Gemäß Artikel 7 des Verwaltungsreglements ist der Ausgabepreis der Anteilwert des entsprechenden Bewertungstages zuzüglich einer Verkaufsprovision von bis zu 4%.
3. Rücknahmepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 9 in Verbindung mit Artikel 7 des Verwaltungsreglements.
4. Die Umtauschprovision beträgt maximal 2% bezogen auf den Anteilwert.

Art. 22. Kosten für die Verwaltung, Verwahrung und Vertrieb des Teilfondsvermögens.

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Teilfondsvermögen des VB Dinkelsbühl: World Select ein Entgelt von bis zu 1,75% p.a. monatlich zu erhalten, das auf der Basis des kalendertäglichen Netto-Teilfondsvermögen während des entsprechenden Monats zu berechnen und am ersten Bewertungstag des Folgemonats zahlbar ist, mindestens jedoch 12.500,- Euro pro Monat.

2. Die Depotbank erhält ein Entgelt von bis zu 0,05% p.a., das auf der Basis des kalendertäglichen Netto-Teilfondsvermögen während des entsprechenden Monats zu berechnen und am ersten Bewertungstag des Folgemonats zahlbar ist, zuzüglich 24.000,- Euro p.a.. Die Depotbank erhält außerdem eine Bearbeitungsgebühr in Höhe von bis zu Euro 62,50 je Wertpapiertransaktion, die nicht über sie gehandelt wird.

Daneben werden ihr die an Broker zu zahlenden Kommissionen, Drittverwahrgebühren - ausgenommen soweit sie die bei CLEARSTREAM BANKING AKTIENGESELLSCHAFT verwahrfähigen Wertpapiere betreffen - sowie Transaktionskosten, die ihr in Rechnung gestellt werden, erstattet.

Ferner erhält die Depotbank einen Ausgleich für alle Porto- und Versicherungsspesen, die ihr nachweislich durch den Versand effektiver Anteile der Investmentfonds entstanden sind.

Art. 23. Ertragsverwendung.

1. Die Verwaltungsgesellschaft beabsichtigt, den überwiegenden Teil der im Teilfonds vereinnahmten Erträge abzüglich Kosten auf Anteile der Anteilklasse A auszuschütten und auf Anteile der Anteilklasse T zu thesaurieren.

2. Die Verwaltungsgesellschaft kann neben den ordentlichen Nettoerträgen die sonstigen Erträge nicht wiederkehrender Art abzüglich realisierter Kapitalverluste, soweit diese außerordentlichen Netto-Erträge den Anteilen der Anteilklasse A zuzurechnen sind, ganz oder teilweise bar oder in Form von Gratisanteilen ausschütten.

Art. 24. Dauer des Teilfonds.

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit aufgelegt.

Art. 25. Inkrafttreten.

Das Sonderreglement tritt am Tage der Unterzeichnung in Kraft, sofern nichts anderes bestimmt ist.

Luxemburg, den 27. Juli 2001.

UNICO ASSET MANAGEMENT S.A.

Die Verwaltungsgesellschaft

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 30 juillet 2001, vol. 556, fol. 13, case 11. – Reçu 500 francs.

DG BANK LUXEMBOURG S.A.

Die Depotbank

Unterschriften

Le Receveur (signé): J. Muller.

(48330/685/589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2001.

PARADE FONDS, SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendundeins, den fünfundanzigsten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Frank Baden, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

1) Die Gesellschaft HENZE & PARTNER AG, Aktiengesellschaft mit Sitz in CH-8022 Zürich, Paradeplatz 4, Postfach 4858,

hier vertreten durch Herrn Tom Gutenkauf, Bankbeamter, wohnhaft in Mamer, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in Zürich, am 20. Juli 2001.

2) Herr Gerhard Henze, Dipl.-Kaufmann, wohnhaft in CH-8126 Zumikon, Weberzcher 10,

hier vertreten durch Herrn Tom Gutenkauf, vorbenannt, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in Zürich, am 20. Juli 2001.

Die Vollmachten, die ne varietur durch alle Erschienenen und dem unterzeichnenden Notar unterschrieben wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt bleiben, um mit ihr den Formalitäten der Einregistrierung unterworfen zu werden.

Die Erschienenen ersuchten den unterzeichnenden Notar, die Satzung einer zwischen ihnen zu gründenden société d'investissement à capital variable wie folgt zu dokumentieren:

Kapitel I. - Bezeichnung - Sitz - Dauer - Gegenstand der Gesellschaft

Art. 1. Bezeichnung.

Es besteht eine Aktiengesellschaft («société anonyme»), die in der Form einer Gesellschaft mit variablem Kapital («SICAV») unter der Bezeichnung PARADE FONDS («die Gesellschaft») tätig ist.

Art.2. Gesellschaftssitz.

Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt im Großherzogtum Luxemburg. Die Gesellschaft kann durch einen einfachen Beschluss des Verwaltungsrats Zweigstellen oder Geschäftsstellen im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland errichten.

Innerhalb Luxemburgs kann der Gesellschaftssitz durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats an einen anderen Ort verlegt werden.

Falls nach Meinung des Verwaltungsrats außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Verhältnisse bestehen, die die Tätigkeit am Gesellschaftssitz behindert, oder wenn eine solche Behinderung vorauszusehen ist, kann der Verwaltungsrat den Sitz provisorisch bis zur vollständigen Beendigung dieser anormalen Lage ins Ausland verlegen; dies hat jedoch keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz dieser provisorischen Sitzverlegung luxemburgisch bleibt.

Art. 3. Dauer.

Die Dauer der Gesellschaft ist unbestimmt.

Art. 4. Gegenstand.

Gegenstand der Gesellschaft ist die professionelle Anlage von Geldern, in Wertpapieren mit dem Ziel, das Kapital zu erhalten und die Aktionäre in den Genuss der Erträge und Wertsteigerungen aus der Verwaltung des Wertpapierbestandskommen zu lassen.

Dazu kann die Gesellschaft durch Ankauf, Zeichnung oder auf sonstige Weise Wertpapiere jeder Art erwerben und durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Weise Wertpapiere jeder Art veräußern sowie den Bestand verwalten und gewinnbringend anlegen und dazu alle Maßnahmen treffen und jede Tätigkeit ausüben, die zur Erfüllung oder Förderung des Geschäftszieles im Sinne des Gesetzes vom 30. März 1988 über die «Organismen für gemeinsame Anlagen» nützlich erscheinen.

Kapitel II. - Gesellschaftskapital - Eigenschaften der Aktien

Art. 5. Gesellschaftskapital - Teilfonds-Aktienklassen.

Das Kapital der Gesellschaft besteht aus voll eingezahlten Aktien ohne Wertbenennung (Nominalwert) und ist jederzeit gleich dem EURO-Gegenwert des gesamten Nettovermögens aus allen Teilfonds der Gesellschaft gemäß Artikel 12 dieser Satzung. Das Mindestkapital entspricht dem Gegenwert in EURO des gesetzlichen Minimums von LUF 50.000.000,- (fünfzig Millionen Luxemburger Franken).

Das Gründungskapital beträgt zweiunddreißigtausend Euro (32.000,-) eingeteilt in sechshundertvierzig (640) Aktien ohne Nennwert. Die Aktien, die gemäß Artikel 8 dieser Satzung ausgegeben werden, können nach Wahl des Verwaltungsrats verschiedenen Teilfonds angehören und die Erlöse aus der Ausgabe der Aktien in jedem Teilfonds werden gemäß Artikel 4 dieser Satzung in Wertpapieren oder anderen Vermögenswerten angelegt, die bestimmten geographischen Gebieten, Industriesektoren, Währungszonen angehören, oder bestimmten Wertpapierkategorien bzw. einer besonderen Ausschüttungspolitik entsprechen oder eine bestimmte Gebührenstruktur haben, wie sie der Verwaltungsrat für jeden Teilfonds festlegt. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls bestimmen, in jedem Teilfonds zwei oder mehrere Aktienklassen auszugeben, deren Vermögenswerte im allgemeinen gemäß der spezifischen Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds angelegt werden, aber diesbezüglich eine Spezialstruktur in Bezug auf Ausgabe, Rücknahme- Verwaltungs- oder Anlageberatungsgebühr besteht oder eine andere Ausschüttungspolitik vorgenommen wird.

Das Gesellschaftskapital ist jederzeit gleich dem Wert des Nettovermögens aus allen Teilfonds zusammen. Sämtliche Verbindlichkeiten und Verpflichtungen eines jeden Teilfonds verpflichten nur diesen Teilfonds. In der Beziehung zwischen den Aktionären stellt jeder Teilfonds eine eigenständige Struktur dar.

Art. 6. Ausschüttungsaktien - Thesaurierende Aktien.

Die Gesellschaft ist ermächtigt für jeden Teilfonds, Ausschüttungsaktien oder thesaurierende Aktien auszugeben.

Bei Ausschüttungsaktien wird eine Bardividende nach Beschluss der Generalversammlung ausgerichtet. Bei thesaurierenden Aktien werden Erträge nicht ausgeschüttet, sondern wiederangelegt. Ausschüttungsaktien und die thesaurierenden Aktien verleihen ihren Inhabern die gleichen Rechte, insbesondere gleiches Stimmrecht in den Aktionärsversammlungen. Eine Aktie gewährt eine Stimme.

Art. 7. Form der Aktien.

Ausschüttungsaktien oder thesaurierende Aktien können auf den Namen oder auf den Inhaber ausgestellt werden.

Die Aktien können mit Verwaltungsratsbeschluss auch in Bruchteilen oder als Sammelurkunden, die mehrere Aktien repräsentieren, ausgegeben werden.

Inhaberaktien können auf Antrag und unter Kostenübernahme in Namensaktien umgetauscht werden. Namensaktien werden im Aktionärsregister der Gesellschaft eingetragen unter Angabe des Namens des Inhabers, seines Domizils und der Anzahl der Namensaktien. Die eingetragene Anschrift gilt als Zustellanschrift für Mitteilungen der Gesellschaft. Die Übertragung von Namensaktien geschieht durch Lieferung an die Gesellschaft der Aktien, die diese Aktien repräsentieren, zusammen mit allen anderen Übertragungsurkunden, die von der Gesellschaft gefordert werden, oder, falls keine Aktien ausgegeben werden, durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die in das Aktionärsregister eingetragen und vom Veräußerer und vom Erwerber, oder von ihren Bevollmächtigten, die die geeigneten Vollmachten nachweisen können, datiert und unterzeichnet ist.

Jeder Aktionär, der Aktien für Namensaktien zu erhalten wünscht, hat der Gesellschaft eine Anschrift zu nennen, an die alle Mitteilungen und alle Informationen verschickt werden. Diese Anschrift wird ebenfalls im Aktionärsregister eingetragen.

Falls ein Inhaber von Namensaktien der Gesellschaft keine Anschrift mitgeteilt hat, wird diesbezüglich ein Vermerk im Aktionärsregister vorgenommen, und es wird angenommen, dass sich die Anschrift dieses Aktionärs am Sitz der Gesellschaft befindet oder an jeder anderen Adresse, die von der Gesellschaft bestimmt wird, bis dass dieser Aktionär der Gesellschaft eine neue Adresse mitgeteilt hat. Der Aktionär kann jederzeit die im Aktionärsregister eingetragene Adresse durch eine schriftliche Erklärung ändern, die an die Gesellschaft am Sitz oder an jede andere von der Gesellschaft bestimmte Adresse zu richten ist.

Falls ein Aktionär der Gesellschaft nachweisen kann, dass seine Aktie abhanden gekommen ist oder zerstört wurde, kann ihm auf seine Anfrage hin ein Duplikat zu den Bedingungen und Garantien ausgestellt werden, die die Gesellschaft bestimmt, insbesondere in Form einer Versicherung, unbeschadet jeder anderen Form von Garantie nach Wahl der Gesellschaft. Sofort nach der Ausgabe der neuen Aktie, auf der vermerkt ist, dass es sich um ein Duplikat handelt, wird das Original unwirksam.

Die beschädigten Aktien können von der Gesellschaft umgetauscht werden.

Die beschädigten Aktien werden bei der Gesellschaft hinterlegt und sofort für nichtig erklärt.

Nach freiem Ermessen kann die Gesellschaft dem Aktionär die Kosten des Duplikats oder der neuen Aktie sowie alle anderen ihr entstandenen berechtigten Kosten in Verbindung mit der Ausgabe und der Eintragung ins Register oder mit der Vernichtung der alten Aktie in Rechnung stellen.

Art. 8. Ausgabe von Aktien.

Die Gesellschaft ist befugt, Aktien auszugeben, ohne den bisherigen Aktionären ein Bezugsrecht einzuräumen.

Der Preis der Aktien entspricht gemäß Artikel 12 dem Nettoinventarwert dieser Aktien. Diesem Preis werden Verkaufsgebühren hinzugefügt, die alle Vergütungen für Verkaufsberater und Vermittler enthalten. Der Preis ist spätestens drei Bankgeschäftstage nach dem anwendbaren Berechnungstag des Nettoinventarwertes zahlbar.

Art. 9. Rücknahme der Aktien.

Die Rücknahme der Aktien kann zu den üblichen Geschäftszeiten bei der Gesellschaft beantragt werden.

Der Rücknahmepreis einer Aktie ist gleich dem Nettoinventarwert reduziert um Rücknahmegebühren. Der Preis ist spätestens drei Bankgeschäftstage nach dem anwendbaren Berechnungstag des Nettoinventarwertes zahlbar.

Jeder Rücknahmeantrag ist unwiderruflich, außer bei Aussetzung der Nettoinventarwertberechnung.

Art. 10. Umtausch von Aktien.

Aktien eines Teilfonds können in Aktien einer anderen Aktienklasse des gleichen Teilfonds oder in Aktien der gleichen oder einer anderen Aktienklasse eines anderen Teilfonds zum jeweiligen Nettoinventarwert umgetauscht werden.

Der Verwaltungsrat kann Restriktionen für Tauschanträge erlassen und Erhebung von Umtauschgebühren veranlassen. Der Umtausch der Aktien von einem Teilfonds in einen anderen Teilfonds erfolgt auf der Grundlage des Nettoinventarwertes der jeweiligen Aktien, wie an einem Bewertungstag ermittelt.

Der Verwaltungsrat kann die Einschränkungen auferlegen, die er als notwendig erachtet in Hinblick auf die Häufigkeit der Tauschanträge und er kann die Zahlung von Umtauschkosten, deren Betrag er angemessen festlegt, bestimmen.

Aktien, die in andere Aktien umgetauscht wurden, werden für nichtig erklärt.

Art. 11. Beschränkungen beim Erwerb von Aktien.

Die Gesellschaft kann mit Beschränkungen festlegen, dass Aktien nicht von Personen erworben werden dürfen, denen durch Gesetz oder sonstige Vorschriften der Erwerb oder Besitz von Aktien verboten wird. Das gilt auch, wenn der Erwerb nach Ansicht des Verwaltungsrats der Gesellschaft steuerliche oder andere finanzielle Nachteile für die Gesellschaft entstehen lassen könnte.

Insbesondere kann sie den Erwerb von Aktien durch Staatsangehörige und Steuerpflichtige der Vereinigten Staaten von Amerika einschränken oder untersagen. Dazu kann die Gesellschaft die Ausgabe von Aktien und die Eintragung von Aktienübertragungen ablehnen, falls sie der Auffassung ist, dass eine solche Ausgabe oder Übertragung zur Folge haben könnte, dass das Eigentum der Aktien an einen Staatsangehörigen oder Steuerbürger der Vereinigten Staaten von Amerika fallen würde.

Die Gesellschaft kann von jeder Person, die im Aktionärsregister eingetragen ist, oder von jedem der eine Übertragung von Aktien beantragt, verlangen, ihr alle Informationen einschließlich einer eidesstattlichen Erklärung zur Verfügung zu stellen, die sie für notwendig erachtet, um festzustellen, ob diese Aktien das Eigentum von Staatsangehörigen oder Steuerbürgern der Vereinigten Staaten von Amerika sind oder werden.

Die Gesellschaft kann die Aktien zurückverlangen und zum Zwangsrückkauf schreiten, falls sie der Auffassung ist, dass ein US-Bürger Eigentümer von Aktien der Gesellschaft ist. In diesem Fall wird folgendes Verfahren angewandt:

Die Gesellschaft lässt dem Aktionär einen Rückkaufbescheid über die zurückzukaufenden Titel, den Rücknahmepreis und den Rückzahlungsvorgang per Einschreibebrief an seine zuletzt bekannte Anschrift oder an die im Aktionärsregister eingetragene Anschrift zugehen. Der Aktionär ist gehalten, der Gesellschaft die im Rückkaufbescheid aufgeführten Aktien unverzüglich zu übergeben. Der Rückkaufpreis ist gleich dem Nettoinventarwert reduziert um Rücknahmegebühren.

Die Auszahlung des Rückkaufpreises erfolgt nach Erhalt der Aktien in € oder $\text{\$}$ oder wird bei der BANQUE DE LUXEMBOURG oder dem örtlichen Gericht in Luxemburg zinslos hinterlegt. Mit der Erteilung des Rückkaufbescheides und dem Verkauf werden die Aktien aus dem Anteilsregister ausgegaten. Diese Restriktionen können durch Verwaltungsratsbeschluss auch bei anderen Verhältnissen eingeführt werden.

Art. 12. Ermittlung des Nettoinventarwerts der Aktien.

Der Nettoinventarwert einer Aktie wird in der Währung jedes Teilfonds ermittelt und ergibt sich aus der Division des Nettovermogens des Teilfonds durch die Anzahl der für den Teilfonds ausgegebenen Aktien; bei Berechnung ist der Aufteilung des Nettovermogens in ausschuttende Aktien und thesaurierende Aktien Rechnung zu tragen.

Die Bewertung des Nettovermogens wird wie folgt vorgenommen:

I. Das Vermogen der Gesellschaft enthält:

- alle Barmittel in der Kasse und Guthaben auf Konten, einschließlich Zinsen;
- sämtliche sonstigen Guthaben und Forderungen einschließlich der Erlöse aus verkauften Wertpapieren, deren Gegenwert noch nicht vereinnahmt wurde;
- sämtliche Effekten, Anteile, Aktien, Schuldverschreibungen, Options- oder Zeichnungsrechte und andere Anlagen und Wertpapiere im Eigentum der Gesellschaft;
- sämtliche Forderungen einschließlich Dividenden, Zinsen, Bezugsrechten und sonstige Ausschuttungen aus Wertpapieren, von denen die Gesellschaft vernunftigerweise Kenntnis haben kann;
- die Gründungskosten der Gesellschaft, insofern sie noch nicht abgeschrieben wurden;
- sonstige Vermogenswerte jeder Art einschließlich der im voraus gezahlten Aufwendungen.

II. Der Wert dieser Vermogenswerte wird wie folgt bestimmt:

Barmittel in der Kasse und auf Konten, Forderungen, vorausgezahlte Aufwendungen, Dividenden und aufgelaufene und noch nicht vereinnahmte Zinsen werden zu ihrem vollen Nominalbetrag angesetzt, außer wenn es unwahrscheinlich ist, dass diese ganz gezahlt oder eingehen werden. In diesem Fall wird die Bewertung mit einem Abschlag vorgenommen, den die Gesellschaft für angemessen erachtet, um den realistischen, zeitgerechten Marktwert dieser Vermogenswerte zu ermitteln.

Die Bewertung der Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem anderen geregelten, anerkannten, üblichen, regelmässig stattfindenden Markt («Geregelter Markt») gehandelt werden, erfolgt zum letzt verfügbaren Kurs am betroffenen Bewertungstag.

Für Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind oder an einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden, oder für Wertpapiere, die an mehreren Börsen oder Märkten notiert oder gehandelt werden, erfolgt die Bewertung zum voraussichtlichen Realisierungswert wie er sich nach Treu und Glauben und kaufmännischer Vorsicht ergibt.

Wertpapiere, die nicht auf die Teilfondswährung lauten, werden zum letztbekanntesten Devisenmittelkurs angesetzt.

Die Bewertung der Anteile an anderen Fonds erfolgt zum letztverfügbaren Nettoinventarwert.

III. Die Verpflichtungen der Gesellschaft schließen ein:

- alle aufgenommenen Darlehen, Wechsel und Forderungen Dritter;
- alle aufgelaufenen oder fälligen Verwaltungskosten, einschließlich der Vergütungen für die Anlageberater, die Verwahrer und andere Auftragnehmer und Vertreter der Gesellschaft;
- angemessene Rückstellungen für Steuern und Abgaben sowie vom Verwaltungsrat festgelegte Rücklagen.

Art. 13. Bewertungstag; Aussetzen von Bewertung, Ausgabe, Rücknahme und Umtausch.

Die Nettoinventarwertberechnung erfolgt mindestens zweimal im Monat.

Falls ein Bewertungstag auf einen gesetzlichen Feiertag oder einen Bankfeiertag in Luxemburg fällt, ist der Bewertungstag der erste nachfolgende Bankgeschäftstag.

Die Gesellschaft kann die Ermittlung des Nettoinventarwerts sowie Ausgabe, Rücknahme und Umtausch vorübergehend aussetzen, wenn:

- Börsen, die Grundlage für die Bewertung eines wesentlichen Teils des Vermogens bilden, auerplanmassig geschlossen sind oder wenn der Handel an diesen Börsen Beschränkungen unterworfen oder eingestellt wurde;
 - eine besondere politisch, wirtschaftlich, militärisch oder soziale Lage es erfordern, wenn eine Unterbrechung der Kommunikationsmittel vorliegt, wenn andere Notfälle oder Ereignisse höherer Gewalt vorliegen, die sich der Kontrolle, Verantwortung oder den Handlungsmöglichkeiten der Gesellschaft entziehen und diese daran hindern, über das Vermogen ohne Nachteile für das Gesellschaftsvermogen zu verfügen;
 - der Wert von wesentlichen Vermogenswerten nicht schnell oder genau genug bekannt oder bestimmt werden kann;
 - Beschränkungen im Devisenhandel oder bei Überweisungen von Geldern daran hindern, Gelder zurückzuführen um Zahlungen für Anteilrucknahmen zu tätigen oder falls nach Ansicht des Verwaltungsrats nicht zu normalen Devisenkursen abgewickelt werden kann;
 - umfangreiche Rücknahmeanträge vorliegen; die Gesellschaft behält sich in diesem Fall das Recht vor, mit vorheriger Zustimmung der Depotbank, die Aktien erst dann zu einem neuen Rücknahmepreis zurückzunehmen, der bestimmt wird, nachdem sie die notwendigen Vermogenswerte unverzüglich, aber unter Wahrung der Interessen der Gesamtheit der Aktionäre veräußern konnte und sie über den Erlös aus diesen Verkäufen verfügen kann;
 - die Veröffentlichung der Einladung zu der Hauptversammlung erfolgt, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließen soll.
- Eine Aussetzung der Nettoinventarwertberechnung wird den Antragstellern auf Zeichnung, Rücknahme oder Umtausch von Aktien von der Gesellschaft zur Kenntnis gebracht. Gleichzeitig wird durch eine Mitteilung in der Presse informiert

Kapitel III. - Verwaltung und Aufsicht der Gesellschaft**Art. 14. Verwaltungsrat.**

Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern beaufsichtigt. Die Dauer ihres Mandats beträgt ein Jahr und ist erneuerbar. Die Mitglieder werden von der Generalversammlung bestellt, die ihre Anzahl und ihre Vergütung festlegt.

Mitglieder des Verwaltungsrats können mit oder ohne Begründung abberufen werden oder durch einen Beschluss der Generalversammlung ersetzt werden.

Art. 15. Sitzungen des Verwaltungsrats.

Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden. Er kann ebenfalls einen Vizevorsitzenden ernennen und einen Sekretär bestellen, der nicht ein Mitglied des Verwaltungsrats sein muss.

Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung des Vorsitzenden oder von zwei Mitgliedern so oft zusammen, wie die Interessen der Gesellschaft dies verlangen.

Der Verwaltungsrat beschließt nur gültig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind.

Jedes Mitglied kann durch schriftliche Erklärung, auch per Fax einem anderen Mitglied eine Vollmacht erteilen zu seiner Vertretung auf der nächsten Verwaltungsratssitzung und zur Ausübung seines Stimmrechtes. Ein bevollmächtigtes Mitglied kann mehrere Kollegen vertreten.

Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen gefasst, bei Stimmgleichheit hat der Vorsitzende die entscheidende Stimme.

In Notfällen kann der Verwaltungsrat über die Tagesordnung durch einfaches Schreiben, Telegramm oder Telefax abstimmen.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden in Protokollen festgehalten, die vom Sitzungsleiter unterzeichnet werden. Kopien oder Auszüge, die bei Gericht oder andernorts vorzuweisen sind, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Mitgliedern unterzeichnet.

Art. 16. Befugnisse des Verwaltungsrats.

Der Verwaltungsrat führt die Geschäfte der Gesellschaft und nimmt alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftsgegenstands vor. Alles, was nicht ausdrücklich durch Gesetz oder Satzung der Generalversammlung vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrats.

Art. 17. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten.

Gegenüber Dritten ist die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder die Einzelunterschrift der Person wirksam verpflichtet, der vom Verwaltungsrat entsprechend Unterschriftsvollmacht erteilt wurde.

Art. 18. Vollmacht.

Der Verwaltungsrat kann Vollmachten für die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft, gemäss Artikel 60 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erteilen.

Der Verwaltungsrat kann begrenzte Spezialvollmachten ausgeben.

Art. 19. Anlagepolitik.

Der Verwaltungsrat bestimmt unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung die Anlagepolitik in jedem Teilfonds und die Richtlinien für die Verwaltung der Gesellschaft. Er unterliegt den Anlagebeschränkungen gemäss Gesetz.

1. Die Anlagen der Gesellschaft dürfen ausschließlich bestehen aus:

a) Wertpapieren, die an Börsen eines Mitgliedstaats der Europäischen Union zugelassen sind oder an einem anderen geregelten, anerkannten und dem Publikum offenstehenden, ordnungsgemäss funktionierenden Markt eines Mitgliedstaats der Europäischen Union gehandelt werden.

b) Wertpapieren, die an Börsen eines Staates aus Europa, Amerika, Asien, Afrika oder Australien/Ozeanien zugelassen sind oder an einem anderen geregelten anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäss funktionierenden Markt eines dieser Staaten gehandelt werden.

c) Wertpapieren aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtungen enthalten, die Zulassung zur amtlichen Notierung an Börsen oder an anderen geregelten anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäss funktionierenden Märkten eines der unter b) aufgeführten Staaten zu beantragen, und sofern diese Zulassung innerhalb eines Jahres nach der Emission erfolgt.

2. Abweichend von den in Ziffer 1. Absatz a), b), c) festgesetzten Anlagebeschränkungen darf die Gesellschaft:

a) höchstens 10 % des Nettovermögens eines Teilfonds in anderen als in Absatz 1 genannten Wertpapieren anlegen,

b) höchstens 10 % des Nettovermögens eines Teilfonds in verbrieften Rechten, z.B. Geldmarktpapieren, anlegen, welche ihren Merkmalen nach Wertpapieren gleichgestellt werden können (insbesondere durch ihre Übertragbarkeit, Veräusserbarkeit und periodische Bewertbarkeit) und deren Restlaufzeit am Tage des Erwerbs 12 Monate überschreitet.

In den unter Ziffer 2. Absatz a) und b) genannten Werten dürfen jedoch zusammen höchstens 10 % des Nettovermögens eines Teilfonds angelegt werden.

Der Verwaltungsrat ist befugt das Nettovermögen eines jeden Teilfonds in Anteile von Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW) des offenen Typs im Sinne der Investmentrichtlinie der Europäischen Union vom 20. Dezember 1985 (85/611/EWG) zu investieren und dies nur bis zu 5 des Nettovermögens des Teilfonds.

Wenn die Gesellschaft und ein solcher OGAW durch eine Verwaltungs- oder Kontrollgemeinschaft oder durch eine substantielle direkte oder indirekte Beteiligung verbunden sind, ist das Anlegen in Anteile eines solchen OGAWs nur gestattet, wenn dieser OGAW sich gemäss seiner Gründungsunterlagen auf einen bestimmten geographischen oder wirtschaftlichen Bereich spezialisiert hat. In diesem Falle ist es der Verwaltungsgesellschaft untersagt, Ausgabe- und Rücknahmegebühren sowie Verwaltungs- und Beratungsgebühren zweimal zu erheben.

Der Verwaltungsrat ist befugt, nach dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100 % des Nettovermögens eines jeden Teilfonds in Wertpapieren verschiedener Emissionen anzulegen, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem der OECD angehörenden Staat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden, sofern

diese Wertpapiere im Rahmen von mindestens 6 verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei die Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30 % des Gesamtbetrages des Nettovermögens eines Teilfonds nicht überschreiten dürfen.

Die Gesellschaft kann sich nach Massgabe der Anlagebeschränkungen für jeden Teilfonds der Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern deren Einsatz im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens erfolgt.

Ferner kann die Gesellschaft Techniken und Instrumente zur teilweisen oder völligen Absicherung von Währungsrisiken zur Verwaltung des Fondsvermögens nutzen.

Art. 20. Anlageberater, Verwahrung des Vermögens und Zentralverwaltung.

Die Gesellschaft kann Vereinbarungen mit Dritten abschließen, um denen die Aufgaben und Pflichten eines Anlageberaters, Strategieberaters oder sonstigen Spezialisten für die Vermögensverwaltung des Fondsvermögens zu übertragen.

Daneben schließt die Gesellschaft mit einer Luxemburger Bank eine Vereinbarung ab, mit der diese die Pflichten eines Verwahrers des Vermögens der Gesellschaft übernimmt. Außerdem geht die Gesellschaft eine Vereinbarung mit einer Luxemburger Dienstleistungsstelle ein, gemäß denen diese die Zentralverwaltung der Gesellschaft gewährleistet. Diese Dienstleistungsstelle kann jedoch, mit vorheriger Genehmigung der Gesellschaft, mittels eines Dienstleistungsvertrags, die Zentralverwaltungsaufgaben von einem oder mehreren fachkundige Luxemburger Dienstleistern ausführen lassen.

Art. 21. Persönliches Interesse der Mitglieder des Verwaltungsrats.

Wenn ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Bevollmächtigter der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Geschäft hat, das auch eines der Gesellschaft ist oder wird, so hat derjenige dem Verwaltungsrat dieses mitzuteilen und wird über ein solches Geschäft weder tagen noch abstimmen. Dieses Geschäft und das persönliche Interesse werden der nächsten Generalversammlung zur Kenntnis gebracht.

«Persönliches Interesse» liegt nicht vor, wenn das Geschäft eine berufliche Angelegenheit des Verwaltungsratsmitgliedes aus seinen übrigen beruflichen Tätigkeiten, besonders bei der Depotbank, ist.

Art. 22. Vergütung des Verwaltungsrats.

Die Gesellschaft kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Bevollmächtigten, ihre Erben, Testamentsvollstrecker oder gesetzlichen Verwalter für alle vernünftigen Ausgaben entschädigen, die in Verbindung mit einer Handlung, einem Verfahren oder einer Verhandlung entstehen, an denen sie in ihrer Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglieder oder Bevollmächtigte der Gesellschaft beteiligt sind oder weil sie, auf Wunsch der Gesellschaft, Verwaltungsratsmitglieder oder Bevollmächtigte anderer Gremien oder Gesellschaften sind.

Art. 23. Kosten zu Lasten der Gesellschaft.

Die Gesellschaft trägt die Gesamtheit ihrer Betriebskosten, der Konto- und Depotkosten sowie Honorare, Gebühren und Steuern.

Die Gesellschaft übernimmt die Auslagen für die Verwaltungsratssitzungen, die Vergütungen des Vermögensverwalters, der Anlageberater, der Depotbank, der Domizilstelle und der Verwaltungsstelle, des Wirtschaftsprüfers sowie der Rechtsberater und übrigen Berater der Gesellschaft, die Druck- und Vertriebskosten der Jahres- und Halbjahresberichte, des Verkaufsprospekts und der eventuell nachfolgenden Prospekte sowie der Aktienzertifikate, die Kosten und Ausgaben für die Gründung der Gesellschaft, alle Steuern, Kosten und Auslagen von seiten der Behörden, die zu Lasten der Gesellschaft fallen, die Honorare und Kosten in Verbindung mit der Eintragung und dem Erhalt der Eintragung der Gesellschaft bei allen Behörden und Börsen, die Kosten für die Ermittlung und Veröffentlichung des Nettoinventarwerts sowie alle anderen Betriebskosten.

Kosten, die nicht direkt einem Teilfonds zugeordnet und belastet werden können, werden unter allen Teilfonds im Verhältnis zu den Nettovermögen der Teilfonds aufgeteilt.

Die Kosten und Ausgaben für die Gründung der Gesellschaft und die Erstausgabe der Aktien werden während der ersten fünf Jahre der Gesellschaft abgeschrieben.

Art. 24. Aufsicht der Gesellschaft.

Gemäß dem Gesetz vom 30. März 1988 über «Organismen für gemeinsame Anlagen» ist die Vermögenslage der Gesellschaft der Kontrolle eines Wirtschaftsprüfers unterworfen, der von der jährlichen Generalversammlung bestellt wird.

Kapitel IV. - Generalversammlungen

Art. 25. Vertretung.

Die Generalversammlung vertritt die Anteilhaber der Gesellschaft und ist das oberste Organ der Gesellschaft.

Art. 26. Jährliche Generalversammlung.

Die Generalversammlung wird vom Verwaltungsrat einberufen. Sie kann jedoch auf Antrag von Anteilhabern einberufen werden, die ein Fünftel des Gesellschaftskapitals besitzen.

Die jährliche Generalversammlung tritt am letzten Freitag des Monats April, falls dies ein Feiertag ist am ersten darauffolgenden Geschäftstag, um 11 Uhr in der Stadt Luxemburg zusammen.

Außerdem können die Aktionäre jedes Teilfonds zu einer Hauptversammlung zusammenkommen, um Dividendenausschüttungen zu beschliessen.

Art. 27. Versammlungen ohne vorherige Einberufung.

Wenn alle Anteilhaber anwesend oder vertreten sind, sich als ordentlich einberufen erklären, die Tagesordnung anerkennen, die ihnen zum Beschluss unterbreitet wird, kann die Generalversammlung ohne Einberufung abgehalten werden.

Art.28. Abstimmung.

Jeder Anteil berechtigt unabhängig von seinem Wert zu einer Stimme.

Die Rechte aus Anteilsbruchteilen werden anteilmäßig ausgeübt, dabei kann das Stimmrecht lediglich nur für eine ganze Zahl von Aktien wahrgenommen werden.

Die Anteilinhaber können sich in den Generalversammlungen durch Bevollmächtigte vertreten lassen, indem sie ihnen schriftlich Vollmacht erteilen; diese Bevollmächtigten brauchen keine Anteilinhaber der Gesellschaft zu sein.

Art. 29. Beschlussfähigkeit und Anwesenheitsbedingungen.

Die Generalversammlung tagt nach den Vorschriften des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften.

Die Beschlüsse der Generalversammlungen werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Anteilinhaber gefasst.

Kapitel V. - Geschäftsjahr - Gewinnverteilung**Art. 30. Geschäftsjahr.**

Das Geschäftsjahr entspricht dem Kalenderjahr.

Art. 31. Gewinnverteilung.

Für jeden Teilfonds der Gesellschaft kann die Generalversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrats die Ausschüttung einer Bardividende für ausschüttende Aktien oder die Wiederanlage der Erträge für thesaurierende Aktien beschließen.

Der Anteil des Betrags, der auf die thesaurierenden Aktien entfällt, wird zugunsten der thesaurierenden Aktien direkt wieder angelegt.

Dividenden, die nicht bis zur fünften, nachfolgenden Generalversammlung abgefordert wurden, fallen in die Vermögensmasse des Fonds.

Kapitel VI. - Auflösung - Liquidation der Gesellschaft**Art. 32. Auflösungsbeschluss.**

Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluß der Hauptversammlung aufgelöst werden, dies vorbehaltlich der für Satzungsänderungen geltenden Beschlussfähigkeits- und Mehrheitsvorschriften.

Falls das Kapital der Gesellschaft unter zwei Drittel des Mindestkapitals fällt, muss der Verwaltungsrat der Hauptversammlung die Frage der Auflösung der SICAV unterbreiten; diese tagt ohne Anwesenheitsbedingung und beschließt mit der einfachen Mehrheit der in der Versammlung vertretenen Aktien.

Falls das Kapital der Gesellschaft unter ein Viertel des Mindestkapitals fällt, muss der Verwaltungsrat der Hauptversammlung die Frage der Auflösung der SICAV unterbreiten; diese tagt ohne Anwesenheitsbedingungen; die Auflösung kann von den Aktionären, die ein Viertel der in der Versammlung vertretenen Aktien besitzen, beschlossen werden.

Die Einberufungen haben so zu erfolgen, dass die Hauptversammlung innerhalb von vierzig Tagen nach dem Tag der Feststellung, dass das Vermögen unter zwei Drittel bzw. ein Viertel des Mindestkapitals gefallen ist, abgehalten wird.

Die Beschlüsse der Hauptversammlung oder des Gerichts, die über die Auflösung oder Liquidation der Gesellschaft entscheiden, werden im Amtsblatt Mémorial und in drei Zeitungen mit angemessener Auflage, von denen eine mindestens eine Luxemburger Tageszeitung ist, veröffentlicht.

Art. 33. Liquidation.

Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem und mehreren Liquidatoren nach der Satzung und nach dem Luxemburger Gesetz eingeleitet. Der Nettoliquidationserlös wird im Verhältnis zur Anzahl der Aktien verteilt. Beträge, die nicht bei Liquidationsschluss verteilt werden konnten, werden bei der CAISSE DES CONSIGNATIONS in Luxemburg hinterlegt. Hinterlegte Beträge, welche während der gesetzlichen Verjährungsfrist nicht abgefordert werden, können danach nicht mehr gefordert werden.

Art. 34. Liquidation und Zusammenlegung von Teilfonds.

1) Liquidation eines Teilfonds.

Der Verwaltungsrat kann, mit Ausnahme der Auflösung des letzten Teilfonds welcher von einer Hauptversammlung unter den für Satzungsänderungen geltenden Beschlussfähigkeits- und Mehrheitsvorschriften beschlossen werden muss, die Auflösung eines oder mehrerer Teilfonds beschließen, falls nach Ermessen des Verwaltungsrats wesentliche Änderungen in der politischen oder wirtschaftlichen Lage diese Entscheidung rechtfertigen.

Die Gesellschaft kann in Erwartung des Auflösungsbeschlusses weiterhin Aktien des aufzulösenden Teilfonds zurücknehmen.

Bei diesen Rücknahmen wird der Nettoinventarwert nach Abzug der Liquidationskosten, jedoch ohne Abzug einer Rücknahme- oder einer anderen Gebühr als Ausschüttungsbetrag ausgezahlt.

Die aktivierten Gründungskosten sind sofort nach dem Auflösungsbeschluss vorab und völlig abzuschreiben.

Liquidationserlöse, die nicht abgefordert werden, werden bei der Depotbank während eines Jahres zinslos verwahrt. Nach dieser Frist werden diese Guthaben bei der CAISSE DES CONSIGNATIONS in Luxemburg hinterlegt.

2) Liquidation durch Einbringen in einen anderen Teilfonds der Gesellschaft oder einen anderen OGA Luxemburger Rechts.

Der Verwaltungsrat kann, mit Ausnahme der Auflösung des letzten Teilfonds welcher von einer Hauptversammlung unter den für Satzungsänderungen geltenden Beschlussfähigkeits- und Mehrheitsvorschriften beschlossen werden muss, die Auflösung eines oder mehrerer Teilfonds durch Einbringen in einen oder mehrere andere Teilfonds der Gesellschaft oder einen oder mehrere Teilfonds eines anderen OGA des Teil 1 des Gesetzes vom 30. März 1988 beschließen, falls wesentliche Änderungen in der politischen oder wirtschaftlichen Lage nach Ermessen des Verwaltungsrats diese Entscheidung notwendig machen.

Während eines Mindestzeitraums von einem Monat nach dem Veröffentlichungstag und bevor Inkrafttreten des Einbringungsbeschlusses können die Aktionäre des oder der betroffenen Teilfonds die kostenlose Rücknahme ihrer Aktien beantragen.

Nach Ablauf dieser Frist verpflichtet die Entscheidung über das Einbringen die Gesamtheit der Aktionäre, die von dieser Möglichkeit keinen Gebrauch gemacht haben. Falls der OGA, in den der oder die Teilfonds eingebracht werden, die Form eines Fonds Commun de Placement hat, verpflichtet diese Entscheidung lediglich die Aktionäre, die sich zugunsten der Einbringung ausgesprochen haben.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrats über die einfache Liquidation oder einer Liquidation durch Einbringen (Fusion) werden in der für Finanzmitteilungen üblichen Weise veröffentlicht.

Kapitel VII. - Änderung der Satzung - Anwendbares Recht

Art. 35. Änderung der Satzung.

Die vorliegende Satzung kann von einer Generalversammlung abgeändert werden, die gemäß den nach Luxemburger Recht vorgesehenen Bedingungen über Beschlussfähigkeit und Mehrheit tagt. Jede Änderung der Satzung, die die Rechte von Aktien in einem bestimmten Teilfonds gegenüber den Rechten der Aktien in anderen Teilfonds betrifft, sowie jede Änderung, die die Rechte der Aktien der verschiedenen Aktienklassen betrifft, unterliegt den Vorschriften über Beschlussfähigkeit und Mehrheit gemäß Artikel 68 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften.

Art. 36. Anwendbares Gesetz.

Für alle Punkte, die in dieser Satzung nicht aufgeführt sind, verweisen die Parteien auf das und unterwerfen sich den Bestimmungen des Luxemburger Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit gültigen Fassung sowie des Gesetzes vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung und endet am einunddreissigsten Dezember zweitausendeins.
- 2) Die erste jährliche Hauptversammlung findet statt im Jahre zweitausendzwei.

Zeichnung und Einzahlung

Die Zeichner haben die Aktien wie folgt gezeichnet:

1) HENZE & PARTNER AG, vorgeannt: sechshundertneununddreissig Aktien.	639
2) Herr Gerhard Henze, vorgeannt: eine Aktie	1
<hr style="border: none; border-top: 1px solid black; margin: 0;"/>	
Total: sechshundertvierzig Aktien	640

Die Aktien wurden voll in bar eingezahlt, demzufolge steht der SICAV der Betrag von 32.000,- Euro (zweiunddreissigtausend Euro) zur Verfügung, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen und von ihm ausdrücklich bestätigt wird.

Kosten

Die Komparenten schätzen die Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, die in irgendeiner Form der SICAV zur Last fallen oder sonst aufgrund der Gründung von ihr getragen werden, auf 300.000,- LUF.

Bescheinigung

Der unterzeichnende Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Ausserordentliche Generalversammlung

Alsdann traten die Erschienenen, die das gesamte Aktienkapital vertreten, zu einer ausserordentlichen Generalversammlung der Aktionäre zusammen, deren rechtlich ordnungsgemäße Einberufung sie anerkennen.

Nachdem die ordnungsgemäße Zusammensetzung dieser Hauptversammlung festgestellt worden war, wurden einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrats wird auf drei festgesetzt.
2. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrats werden bis zur jährlichen Generalversammlung, die erstmals 2002 abgehalten werden wird, und bis Nachfolger ernannt und genehmigt sind, folgende Personen bestimmt:
 - Herr Gerhard Henze, Dipl.-Kaufmann HENZE & PARTNER AG, CH-8022 Zürich, Paradeplatz 4, Postfach 4858, Vorsitzender,
 - Herr Robert Schmit, Directeur BANQUE DE LUXEMBOURG, L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal,
 - Herr Tom Gutenkauf, Fondé de Pouvoir BANQUE DE LUXEMBOURG, L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
3. Die Gesellschaft KPMG Audit (Wirtschaftsprüfungsgesellschaft), 31, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg wird zum Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft ernannt bis zur jährlichen Generalversammlung, die 2002 abgehalten werden wird, und bis ein Nachfolger ernannt und genehmigt ist.
4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich: 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Worüber Urkunde aufgenommen wurde in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden haben die Erschienenen gegenwärtige Urkunde gemeinsam mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: T. Gutenkauf, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juillet 2001, vol. 130S, fol. 59, case 4. – Reçu 50.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 31. Juli 2001.

F. Baden.

(48776/200/466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2001.

CONFIDENTIA CONSEIL S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 14, boulevard Royal.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendeins, den fünfundzwanzigsten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Frank Baden, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

1) BANQUE DE LUXEMBOURG, Aktiengesellschaft mit Sitz in Luxemburg, 14, boulevard Royal, hier vertreten durch Herrn Tom Gutenkauf, Bankbeamter, wohnhaft in Mamer, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 24. Juli 2001.

2) BL ASSET MANAGEMENT S.A., Aktiengesellschaft mit Sitz in Luxemburg, 14, boulevard Royal, hier vertreten durch Frau Valérie Schmitz-Deny, Privatbeamtin, wohnhaft in Hostert, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 24. Juli 2001.

Vorerwähnte Vollmachten bleiben gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigelegt.

Welche Komparanten den unterzeichneten Notar ersuchten, die Satzung einer von Ihnen zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Es besteht gemäß dieser Satzung eine Aktiengesellschaft nach dem Recht des Großherzogtum Luxemburg unter dem Namen CONFIDENTIA CONSEIL S.A.

Art. 2. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet. Sie kann durch Beschluss der Aktionäre gemäß Artikel 15 der Satzung jederzeit aufgelöst werden.

Art. 3. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen an Luxemburger oder ausländischen Unternehmen, so auch an der SICAV PARADE FONDS, sowie die Verwaltung und Verwertung dieser Beteiligungen. Die Gesellschaft übt die Funktion eines Anlageberaters für den PARADE FONDS aus, ohne vergleichbare Dienste an andere Gesellschaften zu leisten.

Die Gesellschaft übt keine eigene industrielle Tätigkeit aus und führt kein öffentliches Gewerbe.

Die Gesellschaft kann alle anderen Geschäfte tätigen und Maßnahmen treffen, die ihrem Gesellschaftszweck dienen, unter Berücksichtigung der im Gesetz vom 31. Juli 1929 betreffend die Holdinggesellschaften festgesetzten Begrenzungen.

Art. 4. Gesellschaftssitz ist Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats können Niederlassungen und/oder Repräsentanzen in einem anderen Ort des Großherzogtums sowie im Ausland gegründet werden. Innerhalb der Gemeinde Luxemburg kann der Gesellschaftssitz durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats an einen anderen Ort verlegt werden.

Aufgrund eines bestehenden oder unmittelbar drohenden politischen, wirtschaftlichen, militärischen oder anderweitigen Notfall außerhalb der Kontrolle, Verantwortlichkeit und Einflussmöglichkeit der Gesellschaft, der die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland gefährdet, kann der Verwaltungsrat durch einfachen Beschluss den Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur Wiederherstellung von normalen Verhältnissen ins Ausland verlegen. In diesem Fall wird jedoch die Gesellschaft die luxemburgische Nationalität beibehalten.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf fünfundsiebzigtausend (75.000) Euro und ist in fünfundsiebzig (75) Aktien ohne Nennwert eingeteilt.

Art. 6. Die Aktien sind voll eingezahlt. Die Aktien sind Namensaktien und können nur im Einverständnis mit dem Verwaltungsrat verkauft oder gekauft werden.

Art. 7. Das Gesellschaftskapital kann, gemäß Artikel 15 der Satzung, durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre aufgestockt oder reduziert werden. Nach Beschluss der Hauptversammlung kann die Verwirklichung der Kapitalaufstockung dem Verwaltungsrat übertragen werden.

Art. 8. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet, die von der Hauptversammlung jederzeit abberufen werden können.

Die Verwaltungsratsmitglieder brauchen nicht Aktionäre der Gesellschaft zu sein.

Eine Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder ist möglich.

Die Hauptversammlung der Aktionäre bestimmt die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Dauer ihrer Mandate, die nicht sechs Jahre überschreiten können.

Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrats einen vorläufigen Nachfolger bestimmen, dessen Bestellung von der nächstfolgenden Hauptversammlung bestätigt werden muss.

Art. 9. Unter seinen Mitgliedern wählt der Verwaltungsrat einen Präsidenten, der in den Verwaltungsratssitzungen den Vorsitz hat. In Abwesenheit des Präsidenten, wird die Sitzung des Verwaltungsrats von einem durch die anwesenden Verwaltungsratsmitglieder gewählten Vorsitzenden präsiert.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Jedes verhinderte oder abwesende Mitglied kann einem seiner Kollegen eine Vollmacht per Schreiben, Telegramm oder Telex erteilen, um es in einer Verwaltungsratssitzung zu vertreten und an seiner Stelle über die Punkte der Tagesordnung der Sitzung abzustimmen.

Ein bevollmächtigtes Mitglied kann auf diese Weise mehrere seiner Kollegen vertreten.

Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen gefasst; bei Stimmgleichheit hat der Vorsitzende in dieser Sitzung die entscheidende Stimme.

In Dringlichkeitsfällen kann auch die Beschlussfassung durch Brief, Telegramm, Telekopie oder Fernschreiben erfolgen.

Beschlüsse welche von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet sind haben die gleiche Beschlußkraft als solche welche im Rahmen von Verwaltungsratssitzungen beschlossen werden.

Die Gesellschaft wird grundsätzlich durch die gemeinsame Unterschrift von mindestens zwei Mitgliedern des Verwaltungsrats rechtsverbindlich verpflichtet.

Der Verwaltungsrat kann auch einzelnen Verwaltungsratsmitgliedern oder Dritten die Gesamtheit oder einen Teil der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft übertragen.

Die Übertragung auf einzelne Mitglieder des Verwaltungsrats und auf Dritte bedarf der Einwilligung der Hauptversammlung.

Art. 10. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft hat die Befugnis alle Geschäfte zu tätigen und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich erscheinen. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten der Gesellschaft, soweit sie nicht nach dem Gesetz vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften oder nach dieser Satzung der Hauptversammlung vorbehalten sind.

Art. 11. Die Sitzungsprotokolle des Verwaltungsrats sind vom Präsidenten oder vom Vorsitzenden der jeweiligen Sitzung zu unterschreiben. Vollmachten sind dem Protokoll beizufügen.

Gerichtlich vorzulegende Kopien der Auszüge solcher Sitzungsprotokolle werden vom Präsidenten des Verwaltungsrats oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet werden.

Art. 12. Die Geschäftsvorgänge der Gesellschaft, insbesondere die Buchführung, steuerliche Aspekte und die Erstellung der Steuerklärungen oder sonstige vom Gesetz vorgeschriebene Erklärungen werden von einem «commissaire aux comptes» überprüft.

Er wird von der jährlichen Hauptversammlung der Aktionäre für einen Zeitraum bestellt, der mit dem Ende des Tages der darauffolgenden Jahresversammlung der Aktionäre endet, und er bleibt im Amt bis zur Wahl seines Nachfolgers.

Der «commissaire aux comptes» kann jederzeit, ohne Angaben von Gründen, abgesetzt werden.

Art. 13. Die jährliche Hauptversammlung findet am letzten Freitag des Monats April um 12.00 Uhr statt am Gesellschaftssitz oder an einem anderen in der Einberufung angegebenen Ort statt.

Art. 14. Von der Einhaltung der gesetzlichen Bestimmungen über die Einberufung von Hauptversammlungen kann abgesehen werden, wenn sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind.

Jeder Aktionär kann sein Stimmrecht selbst oder durch einen Bevollmächtigten ausüben, der nicht Aktionär zu sein braucht. Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme.

Art. 15. Die Hauptversammlung der Aktionäre kann über alle Angelegenheiten der Gesellschaft befinden.

Insbesondere sind der Hauptversammlung folgende Befugnisse vorbehalten:

- a) die Satzung zu ändern;
- b) Mitglieder des Verwaltungsrats und den «commissaire aux comptes» zu bestellen und abuberufen und ihre Vergütungen festzusetzen;
- c) die Einwilligung zur Übertragung der laufenden Geschäftsführung an einzelne Mitglieder des Verwaltungsrats oder an Dritte zu erteilen;
- d) die Berichte des Verwaltungsrats und des «commissaire aux comptes» entgegenzunehmen;
- e) die jährliche Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung zu genehmigen;
- f) den Mitgliedern des Verwaltungsrats und dem «commissaire aux comptes» Entlastung zu erteilen;
- g) über die Verwendung des Jahresergebnisses zu beschließen,
- h) die Gesellschaft aufzulösen.

Art. 16. Gemäß den im Artikel 72 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften enthaltenen Bestimmungen ist der Verwaltungsrat ermächtigt, Zwischenausschüttungen auszuzahlen.

Art. 17. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember.

Art. 18. Ergänzend gelten die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften sowie das Gesetz vom 31. Juli 1929 betreffend die Holdinggesellschaften.

Übergangsbestimmungen

1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung und endet am einunddreissigsten Dezember zweitausendzwei.

2) Die erste jährliche Hauptversammlung findet statt im Jahre zweitausenddrei.

Zeichnung und Einzahlung

Die fünfundsiebzig (75) Aktien wurden wie folgt gezeichnet und eingezahlt:

1) BANQUE DE LUXEMBOURG, vorgeannt, vierundsiebzig Aktien	74
2) BL ASSET MANAGEMENT S.A., vorgeannt, eine Aktie	1
Total: fünfundsiebzig Aktien	75

Sämtliche Aktien wurden voll in bar eingezahlt; demgemäss verfügt die Gesellschaft ab sofort uneingeschränkt über den Betrag von fünfundsiebzigtausend Euro (75.000,- EUR) wie dies dem Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Schätzung der Gründungskosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr achtzigtausend Luxemburger Franken (80.000,- LUF).

Ausserordentliche Hauptversammlung

Alsdann traten die eingangs erwähnten Parteien, die das gesamte Aktienkapital vertreten, zu einer ausserordentlichen Hauptversammlung zusammen, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen und fassten, nachdem sie die ordnungsgemässe Zusammensetzung dieser Hauptversammlung festgestellt hatten, einstimmig folgende Beschlüsse:

- 1) Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf drei, die der Kommissare («commissaire aux comptes») auf einen festgesetzt.
 - 2) Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:
 - a) Herr Gerhard Henze, Dipl.-Kaufmann, HENZE & PARTNER AG, Paradeplatz, 4, Postfach 4858, CH-8022 Zürich, Vorsitzender;
 - b) Herr Guy Wagner, Direktor, BANQUE DE LUXEMBOURG, Luxemburg, 14, boulevard Royal;
 - c) Herr Tom Gutenkauf, Fondé de Pouvoir, BANQUE DE LUXEMBOURG, Luxemburg, 14, boulevard Royal.
 - 3) Zum Kommissar («commissaire aux comptes») wird ernannt: KPMG Audit, mit Sitz in Luxemburg, 31, allée Scheffer.
 - 4) Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden sofort nach der jährlichen Hauptversammlung von zweitausendzwei.
 - 5) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg, 14, boulevard Royal.
- Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.
Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: T. Gutenkauf, V. Schmitz-Deny, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juillet 2001, vol. 130S, fol. 59, case 2. – Reçu 30.255 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, der Gesellschaft auf Begehren zum Zwecke der Veröffentlichung erteilt.

Luxemburg, den 31. Juli 2001.

F. Baden.

(48765/200/155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2001.

ETF EUROPEAN THEME FUND, Fonds Commun de Placement.*Amendment agreement to the special regulations of ETF EUROPEAN THEME FUND*

This Amendment will be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the «Mémorial») on 21 August 2001.

Between:

- 1) LRI-FUND MANAGEMENT COMPANY S.A., a Luxembourg public limited company having its registered office at Parc d'Activité 1C, L-5363 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg (the «Management Company»); and
- 2) LANDESBANK RHEINLAND-PFALZ INTERNATIONAL S.A., a Luxembourg Bank under the form of a public limited company with its registered office at 10-12, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the «Custodian»);

Whereas:

a) Pursuant to the Management Regulations of the ETF EUROPEAN THEME FUND, a Luxembourg undertaking for collective investment in transferable securities (the «Fund»), the Management Company may, with the approval of the Custodian, amend the Special Regulations of the Fund, in whole or in part.

b) The Management Company and the Custodian are satisfied that the amendments proposed to be made to the Special Regulations are in the best interest of the holders of Units; the Amendment to the Special Regulations as agreed below shall become effective on the day of its signature.

Now therefore it is agreed as follows:

The Custodian and the Management Company hereby agree to amend the Special Regulations as follows:

- 1) Article 3 Reference Currency, Valuation Day, Issue, Redemption and Conversion of Units:

Amendment of item 2. which shall henceforth read as follows:

«2. Valuation Day is each bank business day in Luxembourg.»

2) Article 6 Management and Custodian Fees

Amendment of item 1. which shall henceforth read as follows:

«1. The Management Company is entitled to receive out of the Fund's assets an annual amount of 40,000.- Euro plus a fixed management fee of up to 1,5% p.a. of the Fund's net assets, such fee being calculated on the basis of the Net Asset Value and paid quarterly in arrears.

In addition, the Management Company is entitled to receive a performance oriented fee calculated on the basis of the percentage increase of the Net Asset Value per Unit and per day.

The amount is 20% of the increase in value exceeding 6% p.a. (the benchmark). The initial value of the benchmark is the initial issue price of Euro 100.- per Unit. The value of the benchmark increases each day by an amount corresponding to 6% p.a. (the benchmark). The performance oriented fee is due if the Net Asset Value exceeds the value of the benchmark. In such case, the amount of the performance oriented fee as calculated each day will be withdrawn on a daily basis from the Fund's assets and accrued in view of the payment of the aggregate of such fee at of the end of the quarter. The amount is calculated according to the following formula:

$((NAV) - (\text{value of the benchmark})) * 0,2 * F$

F = total number of outstanding Units in the accounting day

Upon the payment of the performance oriented fee, the value of the benchmark is adjusted to the Net Asset Value with respect to which a performance oriented fee has been paid:

The Net Asset Value will be adapted in relation to dividend payments made according to the following formula:

Calculated NAV + Total of dividend payments made.

The performance oriented fee is payable quarterly in arrears in the same way as the fixed management fee.»

This Amendment Agreement is governed by Luxembourg law and the parties hereto accept the non-exclusive jurisdiction of the District Courts of Luxembourg in relation thereto.

In witness whereof, the parties hereto have caused this instrument to be executed in three originals as of 1 August 2001, of which one for each party hereto, and one to be filed with the supervisory authorities concerned.

LRI-FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.

as Management Company

Signatures

LANDESBANK RHEINLAND-PFALZ INTERNATIONAL S.A.

as Custodian

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 2 août 2001, vol. 556, fol. 36, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49185/250/56) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2001.

DekaLux-TREASURY, Fonds commun de placement à compartiments multiples.

Die DEKA INTERNATIONAL S.A., Senningerberg, ändert als Verwaltungsgesellschaft des nach Teil II des Luxemburger Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen errichteten «fonds commun de placement à compartiments multiples» DekaLux-TREASURY: das Verwaltungsreglement des Fonds mit Zustimmung der Depotbank, der DEUTSCHE GIROZENTRALE INTERNATIONAL S.A., Luxemburg, in Artikel 2 Absatz 6.

Artikel 6 Absatz 6 erhält folgende Fassung:

«Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, vom Fonds ein Entgelt von bis zu 1,20 Prozent p.a. zu erhalten, das monatlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Fondsvermögen des jeweiligen Unterfonds während des betreffenden Monats zu berechnen und auszuzahlen ist.»

Die Änderung tritt zum 1. Januar 2002 in Kraft.

Senningerberg, den 31. Juli 2001.

DEKA INTERNATIONAL S.A.

die Verwaltungsgesellschaft

Unterschriften

DEUTSCHE GIROZENTRALE INTERNATIONAL S.A.

die Depotbank

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 2 août 2001, vol. 556, fol. 38, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49170/775/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2001.

SPP PLATIN, FONDS COMMUN DE PLACEMENT

Verwaltungsreglement

Art. 1. Der Fonds.

1. SPP Platin («der Fonds») ist ein nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg errichtetes, rechtlich unselbständiges Sondervermögen («fonds commun de placement») aus Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten

(«Fondsvermögen»). Es wird unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung von der Verwaltungsgesellschaft verwaltet. Die im Fondsvermögen befindlichen Vermögenswerte werden von der Depotbank verwahrt.

2. Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Inhaber von Anteilen («Anteilinhaber»), der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank sind in dem Verwaltungsreglement geregelt, das von der Verwaltungsgesellschaft mit Zustimmung der Depotbank erstellt wird.

Durch den Kauf eines Anteils erkennt jeder Anteilinhaber das Verwaltungsreglement sowie alle Änderungen desselben an.

3. Der Fonds besteht aus einem oder mehreren Teilfonds im Sinne von Artikel 111 des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen. Die Gesamtheit der Teilfonds ergibt den Fonds. Jeder Anleger ist am Fonds durch Beteiligung an einem Teilfonds beteiligt.

4. Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Anteilinhaber untereinander als eigenständiges Sondervermögen. Die Rechte und Pflichten der Anteilinhaber eines Teilfonds sind von denen der Anteilinhaber der anderen Teilfonds getrennt.

5. Die Anteilwertberechnung erfolgt separat für jeden Teilfonds nach den in Artikel 5 des Verwaltungsreglements festgesetzten Regeln.

6. Die im Verwaltungsreglement aufgeführten Anlagebeschränkungen sind auf jeden Teilfonds separat anwendbar. Gleiches gilt für nicht abgeforderte Liquidationserlöse im Sinne vom Artikel 12 Absatz 4 des Verwaltungsreglements.

7. Das Netto-Fondsvermögen (Fondsvermögen abzüglich der dem Fonds zuzurechnenden Verbindlichkeiten) muss innerhalb von sechs Monaten nach Genehmigung des Fonds den Gegenwert von 50 Millionen Luxemburger Franken (rund 1,25 Millionen Euro) erreichen. Hierfür ist auf das Netto-Fondsvermögen des Fonds insgesamt abzustellen, das sich aus der Addition der Netto-Fondsvermögen der Teilfonds ergibt.

8. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit neue Teilfonds auflegen. Teilfonds können auf unbestimmte oder auf bestimmte Zeit errichtet werden.

9. Teilfonds können zwar nicht zusammengelegt, aber von der Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden, insbesondere in den Fällen einer wesentlichen Veränderung wirtschaftlicher und/oder politischer Rahmenbedingungen oder im Interesse einer wirtschaftlichen Rationalisierung. Die Auflösung eines Teilfonds wird mindestens dreißig Tage zuvor entsprechend Artikel 15 Absatz 4 des Verwaltungsreglements veröffentlicht. Für sämtliche nach Abschluss des Liquidationsverfahrens nicht eingeforderte Beträge gilt Artikel 12 Absatz 4 Satz 3 des Verwaltungsreglements entsprechend.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft.

1. Verwaltungsgesellschaft ist die INTERNATIONAL FUND MANAGEMENT S.A., Senningerberg.

2. Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet das Fondsvermögen - vorbehaltlich der Anlagebeschränkungen in Artikel 4 des Verwaltungsreglements - im eigenen Namen, jedoch ausschließlich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilinhaber. Die Verwaltungsbefugnis erstreckt sich auf die Ausübung aller Rechte, welche unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des Fonds bzw. seiner Teilfonds zusammenhängen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des Fonds unter Berücksichtigung der gesetzlichen und vertraglichen Anlagebeschränkungen fest. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft kann eines oder mehrere seiner Mitglieder sowie sonstige natürliche oder juristische Personen mit der Ausführung der täglichen Anlagepolitik betrauen.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann unter eigener Verantwortung und auf eigene Kosten Anlageberater hinzuziehen, insbesondere sich durch einen Anlageausschuss beraten lassen.

5. Die Verwaltungsgesellschaft darf dem jeweiligen Teilfonds weder Ausgabeaufschläge noch Rücknahmeabschläge sowie keine Verwaltungsvergütung für die im Fondsvermögen gehaltenen Investmentanteile berechnen, wenn das betreffende Investmentvermögen von ihr oder einer konzernzugehörigen Gesellschaft verwaltet wird. Bei der Verwaltungsvergütung wird das dadurch erreicht, dass die Gesellschaft ihre Verwaltungsvergütung für den auf Anteile an solchen verbundenen Investmentvermögen entfallenden Teil - gegebenenfalls bis zu ihrer gesamten Höhe - jeweils um die von den erworbenen Investmentvermögen berechnete Verwaltungsvergütung kürzt.

Art. 3. Die Depotbank.

1. Depotbank für den Fonds ist die DEUTSCHE GIROZENTRALE INTERNATIONAL S.A., Luxemburg.

2. Die Depotbank ist mit der Verwahrung der Vermögenswerte des Fonds und seiner Teilfonds beauftragt. Die Rechte und Pflichten der Depotbank richten sich nach dem Gesetz, dem Verwaltungsreglement und dem Depotbankvertrag.

3. Alle Wertpapiere und sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte des Fonds und seiner Teilfonds werden von der Depotbank in gesperrten Konten und Depots verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Verwaltungsreglements verfügt werden darf.

Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft Dritte, insbesondere andere Banken und Wertpapiersammelstellen, mit der Verwahrung von Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten beauftragen.

Auf Weisung der Verwaltungsgesellschaft dürfen Bankguthaben auf Sperrkonten bei anderen Kreditinstituten unterhalten werden. Die Anlage von Mitteln des Fondsvermögens eines Teilfonds in Bankguthaben bei anderen Kreditinstituten sowie Verfügungen über diese Bankguthaben bedürfen der Zustimmung der Depotbank. Sie darf einer solchen Anlage oder Verfügung nur zustimmen, wenn diese mit den gesetzlichen Bestimmungen und dem Verwaltungsreglement vereinbar ist. Die Depotbank ist verpflichtet, den Bestand der bei anderen Kreditinstituten unterhaltenen Bankguthaben zu überwachen.

4. Bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben handelt die Depotbank unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschließlich im Interesse der Anteilinhaber. Sie wird jedoch den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge leisten - vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit dem Verwaltungsreglement, dem Depotbankvertrag, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt und dem Gesetz.

5. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen

- Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;

- gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Vermögen des Fonds oder des jeweiligen Teilfonds nicht haftet.

Die vorstehend unter dem ersten Gedankenstrich getroffene Regelung schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Verwaltungsgesellschaft durch die Anteilinhaber nicht aus.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die Geltendmachung dieser Ansprüche durch die Anteilinhaber nicht aus.

6. Die Depotbank ist berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Falle ist die Verwaltungsgesellschaft verpflichtet, den Fonds gemäß Artikel 12 des Verwaltungsreglements aufzulösen oder innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen; bis dahin wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilinhaber ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist ebenfalls berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. Eine derartige Kündigung hat notwendigerweise die Auflösung des Fonds gemäß Artikel 12 des Verwaltungsreglements zur Folge, sofern die Verwaltungsgesellschaft nicht zuvor eine andere Bank mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde zur Depotbank bestellt hat, welche die gesetzlichen Funktionen der vorherigen Depotbank übernimmt.

Art. 4. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen.

Die Anlageziele und die spezifische Anlagepolitik eines Teilfonds werden auf der Grundlage der nachfolgenden allgemeinen Richtlinien im Verkaufsprospekt des Fonds festgelegt.

1. Notierte Wertpapiere

Das Fondsvermögen eines Teilfonds wird grundsätzlich in Wertpapieren angelegt, die an einer Wertpapierbörse oder an einem anderen anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäß funktionierenden geregelten Markt innerhalb der Kontinente von Europa, Afrika, Amerika, Australien (mit Ozeanien) oder Asien amtlich notiert bzw. gehandelt werden.

2. Neuemissionen

Das Fondsvermögen eines Teilfonds kann Neuemissionen enthalten, sofern diese

a) in den Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Börse oder zum Handel an einem anderen geregelten Markt gemäß Absatz 1 dieses Artikels zu beantragen, und

b) spätestens ein Jahr nach Emission an einer Börse amtlich notiert oder zum Handel an einem anderen geregelten Markt gemäß Absatz 1 dieses Artikels zugelassen werden.

Sofern die Zulassung an einem der unter Absatz 1 dieses Artikels genannten Märkte nicht binnen Jahresfrist erfolgt, sind Neuemissionen als nicht notierte Wertpapiere gemäß Absatz 3 dieses Artikels anzusehen und in die dort erwähnte Anlagegrenze einzubeziehen.

3. Nicht notierte Wertpapiere

Bis zu 10 % des Netto-Fondsvermögens eines Teilfonds können in Wertpapieren angelegt werden, die weder an einer Börse amtlich notiert noch an einem anderen geregelten Markt gemäß Absatz 1 dieses Artikels gehandelt werden. Die Anlage in nicht notierten Wertpapieren darf zusammen mit den verbrieften Rechten gemäß Absatz 4 dieses Artikels 10 % des jeweiligen Netto-Fondsvermögens des Teilfonds nicht überschreiten.

4. Verbriefte Rechte

Bis zu 10 % des Netto-Fondsvermögens eines Teilfonds können in verbrieften Rechten angelegt werden, die ihren Merkmalen nach Wertpapieren gleichgestellt werden können, die übertragbar und veräußerbar sind und deren Wert an jedem Bewertungstag gemäß Artikel 5 Absatz 1 des Verwaltungsreglements genau bestimmt werden kann. Die Anlage in verbrieften Rechten darf zusammen mit den Wertpapieren gemäß Absatz 3 dieses Artikels 10 % des jeweiligen Netto-Fondsvermögens des Teilfonds nicht überschreiten.

5. Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren

Bis zu 5 % des Netto-Fondsvermögens eines Teilfonds können in Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren des offenen Typs («OGAW») im Sinne der EG-Richtlinie 85/611/EWG investiert werden.

Aktien oder Anteile an OGAW, die von der Verwaltungsgesellschaft selbst oder einer anderen Gesellschaft, die mit der Verwaltungsgesellschaft durch gemeinsame Verwaltung, direkte oder indirekte wesentliche Teilhaberschaft oder Kontrolle verbunden ist, verwaltet werden, können nur erworben werden, sofern die OGAW ihre Anlagepolitik auf spezifische wirtschaftliche oder geographische Bereiche konzentrieren.

6. Anlagegrenzen

a) Bis zu 10 % des Netto-Fondsvermögens eines Teilfonds können in Wertpapieren ein- und desselben Emittenten angelegt werden. Der Gesamtwert der Wertpapiere von Emittenten, in deren Wertpapieren mehr als 5 % des jeweiligen Netto-Fondsvermögens des Teilfonds investiert sind, ist auf maximal 40 % dieses Netto-Fondsvermögens begrenzt.

b) Der unter a) genannte Prozentsatz von 10 % erhöht sich auf 35 % und der eben dort genannte Prozentsatz von 40% entfällt für Wertpapiere, die von den folgenden Emittenten ausgegeben oder garantiert werden:

- Mitgliedsstaaten der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD);

- Mitgliedsstaaten der Europäischen Union (EU) und deren Gebietskörperschaften;

- internationale Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen mindestens ein Mitgliedsstaat der EU angehört.

c) Die unter a) genannten Prozentsätze erhöhen sich von 10 % auf 25% bzw. von 40 % auf 80 % für Schuldverschreibungen, welche von Kreditinstituten, die in einem Mitgliedsstaat der EU ansässig sind, ausgegeben werden, sofern

- diese Kreditinstitute auf Grund eines Gesetzes einer besonderen öffentlichen Aufsicht zum Schutz der Inhaber solcher Schuldverschreibungen unterliegen;

- der Gegenwert solcher Schuldverschreibungen dem Gesetz entsprechend in Vermögenswerten angelegt wird, die während der gesamten Laufzeit dieser Schuldverschreibungen die sich daraus ergebenden Verbindlichkeiten ausreichend decken; und

- die erwähnten Vermögenswerte beim Ausfall des Emittenten vorrangig zur Rückzahlung von Kapital und Zinsen bestimmt sind.

d) Die Anlagegrenzen unter a) bis c) dürfen nicht kumuliert werden.

Hieraus ergibt sich, dass Anlagen in Wertpapieren ein- und desselben Emittenten grundsätzlich 35 % des jeweiligen Netto-Fondsvermögens eines Teilfonds nicht überschreiten dürfen.

e) Die Verwaltungsgesellschaft wird für die Gesamtheit der von ihr verwalteten Fonds, die unter den Anwendungsbereich des Teils I des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen fallen, stimmberechtigte Aktien insoweit nicht erwerben, als ein solcher Erwerb ihr einen wesentlichen Einfluss auf die Geschäftspolitik des Emittenten gestattet.

f) Die Verwaltungsgesellschaft darf für den Fonds insgesamt höchstens 10%

- der von einem einzigen Emittenten ausgegebenen stimmrechtslosen Aktien,

- der von einem einzigen Emittenten ausgegebenen Schuldverschreibungen,

- der Aktien oder Anteile eines Organismus für gemeinsame Anlagen («OGA») erwerben.

Die Anlagegrenzen des zweiten und dritten Gedankenstriches bleiben insoweit außer Betracht, als das Gesamtemissionsvolumen der erwähnten Schuldverschreibungen beziehungsweise die Zahl der Aktien oder Anteile eines OGA zum Zeitpunkt ihres Erwerbs nicht ermittelt werden kann.

Die hier unter e) und f) aufgeführten Anlagegrenzen sind auch auf solche Wertpapiere nicht anzuwenden, die von Mitgliedsstaaten der EU oder deren Gebietskörperschaften oder von Staaten, die nicht Mitgliedsstaat der EU sind, begeben oder garantiert oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen mindestens ein Mitgliedsstaat der EU angehört, begeben werden.

Die hier unter e) und f) aufgeführten Anlagegrenzen sind ferner nicht anwendbar auf den Erwerb von Aktien oder Anteilen an Gesellschaften mit Sitz in einem Staat, der nicht Mitgliedsstaat der EU ist, sofern:

- solche Gesellschaften hauptsächlich Wertpapiere von Emittenten mit Sitz in diesem Staat erwerben,

- der Erwerb von Aktien oder Anteilen einer solchen Gesellschaft aufgrund gesetzlicher Bestimmungen dieses Staates den einzigen Weg darstellt, um in Wertpapieren von Emittenten mit Sitz in diesem Staat zu investieren,

- die erwähnten Gesellschaften im Rahmen ihrer Anlagepolitik Anlagegrenzen respektieren, die denjenigen gemäß Artikel 4 Absatz 5 und Absatz 6 a) bis f) des Grundreglements entsprechen. Artikel 4 Absatz 16 des Grundreglements ist entsprechend anzuwenden.

g) Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Teilfonds, abweichend von a) bis d) ermächtigt werden, unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung bis zu 100 % seines jeweiligen Netto-Fondsvermögens in Wertpapieren verschiedener Emissionen anzulegen, die von einem Mitgliedstaat der EU, dessen Gebietskörperschaften, von einem anderen Mitgliedsstaat der OECD oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen wenigstens ein Mitgliedstaat der EU angehört, begeben oder garantiert werden, sofern diese Wertpapiere im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei Wertpapiere aus ein- und derselben Emission 30 % des jeweiligen Netto-Fondsvermögens des Teilfonds nicht überschreiten dürfen.

7. Wertpapierpensionsgeschäfte

Ein Teilfonds kann von Zeit zu Zeit Wertpapiere in Form von Pensionsgeschäften («repurchase agreements») kaufen, sofern der Vertragspartner sich zur Rücknahme der Wertpapiere verpflichtet. Dabei muss der Vertragspartner eines solchen Geschäfts ein Finanzinstitut erster Ordnung und auf solche Geschäfte spezialisiert sein. Während der Laufzeit eines Wertpapierpensionsgeschäfts kann der Teilfonds die gegenständlichen Wertpapiere nicht veräußern.

Der Umfang der Wertpapierpensionsgeschäfte ist stets auf einem Niveau zu halten, das es dem Teilfonds ermöglicht, jederzeit seiner Verpflichtung zur Rücknahme von Anteilen nachzukommen.

8. Optionen

a) Eine Option ist das Recht, einen bestimmten Vermögenswert an einem im voraus bestimmten Zeitpunkt («Ausübungszeitpunkt») zu einem im voraus bestimmten Preis («Ausübungspreis») zu kaufen (Kauf- oder «Call»-Option) oder zu verkaufen (Verkaufs- oder «Put»-Option). Der Preis einer Call- oder Put-Option ist die Options-«Prämie».

Kauf und Verkauf von Optionen sind mit besonderen Risiken verbunden:

Die entrichtete Prämie einer erworbenen Call- oder Put-Option kann verlorengehen, sofern der Kurs des der Option zugrundeliegenden Wertpapiers sich nicht erwartungsgemäß entwickelt und es deshalb nicht im Interesse des Teilfonds liegt, die Option auszuüben.

Wenn eine Call-Option verkauft wird, besteht das Risiko, dass der Teilfonds nicht mehr an einer möglicherweise erheblichen Wertsteigerung des Wertpapiers teilnimmt beziehungsweise sich bei Ausübung der Option durch den Vertragspartner zu ungünstigen Marktpreisen eindecken muss.

Beim Verkauf von Put-Optionen besteht das Risiko, dass der Teilfonds zur Abnahme von Wertpapieren zum Ausübungspreis verpflichtet ist, obwohl der Marktwert dieser Wertpapiere bei Ausübung der Option deutlich niedriger ist.

Durch die Hebelwirkung von Optionen kann der Wert des Fondsvermögens stärker beeinflusst werden, als dies beim unmittelbaren Erwerb von Wertpapieren der Fall ist.

b) Die Verwaltungsgesellschaft kann unter Beachtung der in diesem Absatz erwähnten Anlagebeschränkungen für einen Teilfonds Call-Optionen und Put-Optionen auf Wertpapiere, Börsenindices, Finanzterminkontrakte und sonstige Finanzinstrumente kaufen und verkaufen, sofern diese Optionen an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, sowie Optionen, welche freihändig («over the counter», «OTC-Optionen») gehandelt werden, unter der Voraussetzung, dass es sich bei den Geschäftspartnern solcher Transaktionen um erstklassige Finanzin-

stitute handelt, die auf derartige Geschäfte spezialisiert sind und die einer bonitätsmäßig einwandfreien Einstufung durch eine international anerkannte Ratingagentur unterliegen.

c) Die Summe der Prämien für den Erwerb der unter b) genannten Optionen darf 15 % des jeweiligen Netto-Fondsvermögens eines Teilfonds nicht übersteigen.

d) Für einen Teilfonds können Call-Optionen auf Wertpapiere verkauft werden, sofern die Summe der Ausübungspreise solcher Optionen zum Zeitpunkt des Verkaufs 25 % des jeweiligen Netto-Fondsvermögens des Teilfonds nicht übersteigt. Diese Anlagegrenze gilt nicht, soweit verkaufte Call-Optionen durch Wertpapiere unterlegt oder durch andere Instrumente abgesichert sind. Im übrigen muss der Teilfonds jederzeit in der Lage sein, die Deckung von Positionen aus dem Verkauf ungedeckter Call-Optionen sicherzustellen.

e) Verkauft die Verwaltungsgesellschaft für einen Teilfonds Put-Optionen, so muss der entsprechende Teilfonds während der gesamten Laufzeit der Optionen über ausreichende flüssige Mittel verfügen, um den Verpflichtungen aus dem Optionsgeschäft nachkommen zu können.

9. Finanzterminkontrakte

a) Finanzterminkontrakte sind gegenseitige Verträge, welche die Vertragsparteien berechtigen beziehungsweise verpflichten, einen bestimmten Vermögenswert an einem im voraus bestimmten Zeitpunkt zu einem im voraus bestimmten Preis abzunehmen beziehungsweise zu liefern. Dies ist mit erheblichen Chancen, aber auch Risiken verbunden, weil jeweils nur ein Bruchteil der jeweiligen Kontraktgröße («Einschuss») sofort geleistet werden muss. Kursausschläge in die eine oder andere Richtung können, bezogen auf den Einschuss, zu erheblichen Gewinnen oder Verlusten führen.

b) Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Teilfonds Finanzterminkontrakte als Zinsterminkontrakte sowie als Kontrakte auf Börsenindices kaufen und verkaufen, soweit diese Finanzterminkontrakte an hierfür vorgesehenen Börsen oder anderen geregelten Märkten gehandelt werden.

c) Durch den Handel mit Finanzterminkontrakten kann die Verwaltungsgesellschaft bestehende Aktien- und Rentenpositionen gegen Kursverluste absichern. Mit dem gleichen Ziel kann die Verwaltungsgesellschaft Call-Optionen auf Finanzinstrumente verkaufen oder Put-Optionen auf Finanzinstrumente kaufen.

Die Gesamtheit der Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Optionsgeschäften, die der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf grundsätzlich den Gesamtwert der abgesicherten Werte nicht übersteigen.

d) Ein Teilfonds kann Finanzterminkontrakte zu anderen als zu Absicherungszwecken kaufen und verkaufen.

Die Gesamtheit der Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Optionsgeschäften, die nicht der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf das jeweilige Netto-Fondsvermögen eines Teilfonds zu keiner Zeit übersteigen. Hierbei bleiben Verkäufe von Call-Optionen außer Betracht, die durch angemessene Werte im jeweiligen Fondsvermögen des Teilfonds unterlegt sind.

10. Wertpapierleihe

Im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems können Wertpapiere im Wert von bis zu 50 % des Wertes des jeweiligen Wertpapierbestandes eines Teilfonds auf höchstens 30 Tage verliehen werden. Voraussetzung ist, dass dieses Wertpapierleihsystem durch einen anerkannten Abrechnungsorganismus oder durch ein auf solche Geschäfte spezialisiertes Finanzinstitut erster Ordnung organisiert ist.

Die Wertpapierleihe kann mehr als 50 % des Wertes des Wertpapierbestandes erfassen, sofern dem Teilfonds das Recht eingeräumt ist, den Wertpapierleihvertrag jederzeit zu kündigen und die verliehenen Wertpapiere zurückzugeben.

Der Teilfonds muss im Rahmen der Wertpapierleihe grundsätzlich eine Garantie erhalten, deren Gegenwert zur Zeit des Vertragsabschlusses mindestens dem Gesamtwert der verliehenen Wertpapiere entspricht. Diese Garantie kann in flüssigen Mitteln bestehen oder in Wertpapieren, die durch Mitgliedsstaaten der OECD, deren Gebietskörperschaften oder internationalen Organismen begeben oder garantiert und zugunsten des jeweiligen Teilfonds während der Laufzeit des Wertpapierleihvertrages gesperrt werden.

Einer Garantie bedarf es nicht, sofern die Wertpapierleihe im Rahmen eines anerkannten Abrechnungsorganismus stattfindet, der selbst zu Gunsten des Verleihers der verliehenen Wertpapiere mittels einer Garantie oder auf andere Weise Sicherheit leistet.

11. Sonstige Techniken und Instrumente

Die Verwaltungsgesellschaft kann sich für einen Teilfonds sonstiger Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern die Verwendung solcher Techniken und Instrumente im Hinblick auf die ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens des Teilfonds geschieht.

Dies gilt insbesondere für Tauschgeschäfte mit Zinssätzen, welche im Rahmen der gesetzlichen Vorschriften zu Sicherungszwecken vorgenommen werden können. Solche Geschäfte sind ausschließlich mit Finanzinstituten erster Ordnung zulässig, die auf solche Geschäfte spezialisiert sind und dürfen zusammen mit den in Absatz 9 dieses Artikels beschriebenen Verpflichtungen den Gesamtwert der abgesicherten Werte nicht übersteigen.

12. Flüssige Mittel

Bis zu 49 % des jeweiligen Netto-Fondsvermögens eines Teilfonds dürfen in flüssigen Mitteln bei der Depotbank oder bei sonstigen Banken gehalten werden. Dazu zählen auch regelmäßig gehandelte Geldmarktinstrumente mit einer Restlaufzeit von bis zu zwölf Monaten. In besonderen Ausnahmefällen können flüssige Mittel auch einen Anteil von mehr als 49 % vom jeweiligen Netto-Fondsvermögen eines Teilfonds einnehmen, wenn und soweit dies im Interesse der Anteilinhaber geboten erscheint.

13. Devisensicherung

Zur Absicherung von Devisenrisiken kann ein Teilfonds Devisenterminkontrakte verkaufen sowie Call-Optionen auf Devisen verkaufen und Put-Optionen auf Devisen kaufen. Die beschriebenen Operationen dürfen nur an einer Börse

oder an einem anderen geregelten Markt oder im Rahmen des Handels mit OTC-Optionen gemäß Absatz 8 b) dieses Artikels durchgeführt werden.

Ein Teilfonds kann zu Absicherungszwecken außerdem auch Devisen auf Termin verkaufen beziehungsweise umtauschen im Rahmen freihändiger Geschäfte, die mit Finanzinstituten erster Ordnung abgeschlossen werden, die auf solche Geschäfte spezialisiert sind.

Devisensicherungsgeschäfte setzen in der Regel eine unmittelbare Verbindung zu den abgesicherten Werten voraus. Sie dürfen daher grundsätzlich die in der gesicherten Währung vom Teilfonds gehaltenen Werte weder im Hinblick auf das Volumen noch bezüglich der Restlaufzeit überschreiten.

14. Weitere Anlagerichtlinien

- a) Wertpapierleerverkäufe sind nicht zulässig.
- b) Das Fondsvermögen eines Teilfonds darf nicht zur festen Übernahme von Wertpapieren benutzt werden.
- c) Das Fondsvermögen eines Teilfonds darf nicht in Immobilien, Edelmetallen, Edelmetallkontrakten, Waren oder Warenkontrakten angelegt werden.
- d) Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Einverständnis der Depotbank weitere Anlagebeschränkungen vornehmen, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, wo Anteile vertrieben werden bzw. vertrieben werden sollen.

15. Kredite und Belastungsverbote

- a) Das Fondsvermögen eines Teilfonds darf nur insoweit zur Sicherung verpfändet, übereignet bzw. abgetreten oder sonst belastet werden, als dies an einer Börse oder einem anderen Markt aufgrund verbindlicher Auflagen gefordert wird.
- b) Kredite dürfen bis zu einer Obergrenze von 10 % des jeweiligen Netto-Fondsvermögens eines Teilfonds aufgenommen werden, sofern diese Kreditaufnahme nur für kurze Zeit erfolgt. Daneben kann ein Teilfonds Fremdwährungen im Rahmen eines «back-to-back»-Darlehens erwerben.
- c) Im Zusammenhang mit dem Erwerb oder der Zeichnung nicht voll eingezahlter Wertpapiere können Verbindlichkeiten zu Lasten des Fondsvermögens eines Teilfonds übernommen werden, die jedoch zusammen mit den Kreditverbindlichkeiten gem. Buchst. b) 10 % des jeweiligen Netto-Fondsvermögens des Teilfonds nicht überschreiten dürfen.
- d) Zu Lasten des Fondsvermögens eines Teilfonds dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden.

16. Überschreitung von Anlagebeschränkungen

- a) Anlagebeschränkungen dieses Artikels müssen nicht eingehalten werden, sofern sie im Rahmen der Ausübung von Bezugsrechten, die den im jeweiligen Teilfonds befindlichen Wertpapieren beigelegt sind, überschritten werden.
- b) Neuaufgelegte Teilfonds können für eine Frist von sechs Monaten ab Genehmigung des Teilfonds von den Anlagegrenzen in Absatz 6 a) bis d) und g) dieses Artikels abweichen.
- c) Werden die in diesem Artikel genannten Anlagebeschränkungen unbeabsichtigt oder durch Ausübung von Bezugsrechten überschritten, wird die Verwaltungsgesellschaft vorrangig anstreben, die Normalisierung der Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber zu erreichen.

Art. 5. Währung und Anteilwertberechnung.

1. Das Netto-Fondsvermögen des Fonds lautet auf EURO («Referenzwährung»). Der Wert eines Anteils («Anteilwert») lautet auf die im Verkaufsprospekt festgelegte Währung, in welcher der jeweilige Teilfonds aufgelegt wird.

Der Anteilwert wird unter Aufsicht der Depotbank von der Verwaltungsgesellschaft oder einem von ihr beauftragten Dritten an jedem Tag, der zugleich Börsentag in Luxemburg und Frankfurt am Main ist («Bewertungstag»), berechnet. Die Berechnung erfolgt durch Teilung des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile an diesem Teilfonds.

Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen des Verwaltungsreglements Auskunft über die Situation des Fondsvermögens des Fonds insgesamt gegeben werden muss, werden die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in die Referenzwährung umgerechnet.

2. Das Netto-Fondsvermögen jedes Teilfonds wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

- a) Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet.
- b) Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt gemäß Artikel 4 Absatz 1 des Verwaltungsreglements gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.
- c) Falls solche Kurse nicht marktgerecht sind oder falls für andere als die unter Buchstaben a) und b) genannten Wertpapiere keine Kurse festgelegt werden, werden diese Wertpapiere ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar festgelegten Bewertungsregeln festlegt.
- d) Die flüssigen Mittel werden zu ihrem Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet. Festgelder mit einer Ursprungslaufzeit von mehr als 60 Tagen können mit dem jeweiligen Renditekurs bewertet werden, vorausgesetzt, ein entsprechender Vertrag zwischen dem Finanzinstitut, welches die Festgelder verwahrt und der Verwaltungsgesellschaft sieht vor, dass diese Festgelder zu jeder Zeit kündbar sind und dass im Falle einer Kündigung ihr Realisierungswert diesem Renditekurs entspricht.

e) Alle nicht auf die jeweilige Fondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten Devisenmittelkurs in diese Fondswährung umgerechnet.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann bei umfangreichen Rücknahmeanträgen, die nicht aus den flüssigen Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen eines Teilfonds befriedigt werden können, den Anteilwert nach vorheriger Genehmigung

durch die Depotbank auf der Basis der Kurse des Bewertungstages bestimmen, an welchem sie für den Teilfonds die erforderlichen Wertpapierverkäufe tatsächlich vornimmt; dies gilt dann auch für gleichzeitig eingereichte Zeichnungsaufträge für den Teilfonds.

4. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Anteilwertes eines Teilfonds zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen, und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber gerechtfertigt ist, insbesondere

- während der Zeit, in welcher eine Börse oder ein anderer Markt, wo ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte des Teilfonds amtlich notiert oder gehandelt wird, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde, sowie

- in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Anlagen des Teilfonds nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Anteilwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

Die Verwaltungsgesellschaft wird die Aussetzung bzw. Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung unverzüglich in mindestens einer Tageszeitung in den Ländern veröffentlichen, in denen die Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind, sowie allen Anteilhabern mitteilen, die Anteile zur Rücknahme angeboten haben.

Art. 6. Fondsanteile.

1. Fondsanteile sind Anteile an dem jeweiligen Teilfonds und lauten auf den Inhaber.

2. Fondsanteile werden durch Globalurkunden verbrieft. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.

3. Alle Fondsanteile desselben Teilfonds (hiernach auch «Anteile») haben gleiche Rechte.

4. Ausgabe und Rücknahme der Anteile sowie die Vornahme von Zahlungen auf Anteile erfolgen bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank sowie über jede im Verkaufsprospekt des Fonds bezeichnete Zahlstelle.

Art. 7. Ausgabe von Anteilen.

1. Anteile werden an jedem Bewertungstag ausgegeben.

2. Ausgabepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 5 des Verwaltungsreglements zuzüglich einer Verkaufsprovision zugunsten der Vertriebsstellen von bis zu 5,26% des Anteilwertes. Der Ausgabepreis ist innerhalb von zwei Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in Luxemburg zahlbar.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann nach eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilhaber, zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft, zum Schutz eines Teilfonds, im Interesse der Anlagepolitik oder im Fall der Gefährdung der spezifischen Anlageziele eines Teilfonds erforderlich erscheint.

4. Zeichnungsanträge, welche bis 12.00 Uhr (Luxemburger Zeit) an einem Bewertungstag bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden auf der Grundlage des Anteilwertes dieses Bewertungstages abgerechnet. Später eingehende Zeichnungsanträge werden auf der Grundlage des Anteilwertes des nächsten Bewertungstages abgerechnet.

5. Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank zugeteilt und auf den Zeichner in entsprechender Höhe übertragen.

6. Die Depotbank wird auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen unverzüglich zurückzahlen.

Art. 8. Rücknahme und Umtausch von Anteilen.

1. Die Anteilhaber sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zum Rücknahmepreis zu verlangen. Die Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag. Rücknahmepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 5 des Verwaltungsreglements. Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt zwei Bankarbeitstage nach dem entsprechenden Bewertungstag in Luxemburg.

2. Rücknahmeanträge, welche bis 12.00 Uhr (Luxemburger Zeit) an einem Bewertungstag bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden zum Anteilwert dieses Bewertungstages abgerechnet. Später eingehende Rücknahmeanträge werden zum Anteilwert des nächsten Bewertungstages abgerechnet.

3. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank berechtigt, umfangreiche Rücknahmen, die nicht aus den flüssigen Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des jeweiligen Teilfonds befriedigt werden können, erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte dieses Teilfonds ohne Verzögerung verkauft wurden.

4. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann Anteile einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilhaber oder zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft oder des Fonds oder eines Teilfonds erforderlich erscheint.

6. Anteile an einem Teilfonds können in Anteile an einem anderen Teilfonds umgetauscht werden. Der Tausch der Anteile erfolgt auf der Grundlage des entsprechend Absatz 2 maßgeblichen Anteilwertes der betreffenden Teilfonds unter Berücksichtigung einer Umtauschprovision von bis zu 1,0 % des Anteilwertes der Anteile des Teilfonds, in den umgetauscht werden soll. Die Umtauschprovision wird zu Gunsten der Vertriebsstellen erhoben. Ein sich aus dem Tausch ergebender Restbetrag wird an die Anteilhaber ausbezahlt, sofern dieser Restbetrag 10,- EUR übersteigt.

Art. 9. Ausgaben des Fonds.

1. Die Verwaltungsgesellschaft erhält aus dem Fondsvermögen des jeweiligen Teilfonds ein Entgelt für die Tätigkeit als Verwaltungsgesellschaft von jährlich bis zu 3,00 % («Verwaltungsvergütung»), das anteilig monatlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Fondsvermögen während des betreffenden Monats zu berechnen und auszuzahlen ist.

2. Die Depotbank hat gegen das Fondsvermögen des jeweiligen Teilfonds Anspruch auf die mit der Verwaltungsgesellschaft vereinbarten Honorare, welche folgende Höchstgrenzen nicht überschreiten dürfen:

- ein Entgelt für die Tätigkeit als Depotbank in Höhe von jährlich bis zu 0,10%, das anteilig monatlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Fondsvermögen des jeweiligen Teilfonds während des betreffenden Monats zu berechnen und auszuzahlen ist;
- Bearbeitungsgebühren für jede Transaktion für Rechnung des jeweiligen Teilfonds in Höhe der in Luxemburg banküblichen Gebühren;
- Kosten und Auslagen, die der Depotbank aufgrund einer zulässigen und marktüblichen Beauftragung Dritter gemäß Artikel 3 Absatz 3 des Verwaltungsreglements mit der Verwahrung von Investmentanteilen des Teilfonds entstehen sowie sämtliche anderen ausgelegten Spesen.

4. Der Fonds trägt daneben folgende Kosten:

- alle Steuern, die auf das Fondsvermögen, dessen Erträge und Aufwendungen zu Lasten des Fonds erhoben werden;
- die im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögensgegenständen anfallenden Kosten mit Ausnahme von Ausgabeaufschlägen und Rücknahmeabschlägen für die in Artikel 2 Absatz 5 des Verwaltungsreglements bezeichneten Investmentanteile;
- Kosten für Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilinhaber handeln;
- die Honorare der Wirtschaftsprüfer;
- die Kosten für Devisenkursicherung;
- die Kosten der Vorbereitung, Hinterlegung und Veröffentlichung dieses Verwaltungsreglements sowie anderer Dokumente, die den Fonds betreffen wie z.B. Verkaufsprospekte, einschließlich der Kosten der Anmeldungen zur Registrierung oder der schriftlichen Erläuterungen bei sämtlichen Aufsichtsbehörden und Börsen (einschließlich örtlichen Wertpapierhändlervereinigungen), welche im Zusammenhang mit dem Fonds oder dem Anbieten der Anteile vorgenommen werden müssen;
- die Druck- und Vertriebskosten der Jahres- und Halbjahresberichte für die Anteilinhaber in allen notwendigen Sprachen sowie die Druck- und Vertriebskosten von sämtlichen weiteren Berichten und Dokumenten, die gemäß den anwendbaren Gesetzen oder Reglementen der genannten Behörden notwendig sind;
- die Kosten der Veröffentlichungen an die Anteilinhaber;
- die Gebühren an die jeweiligen Repräsentanten im Ausland sowie sämtliche Verwaltungsgebühren.

Ausgenommen sind die Kosten für Werbung und andere Kosten, welche direkt im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Anteilen anfallen.

5. Das Vermögen des Fonds haftet insgesamt für alle vom Fonds zu tragenden Kosten. Jedoch werden diese Kosten den einzelnen Teilfonds gesondert berechnet, soweit sie ihn allein betreffen; im übrigen werden diese Kosten den einzelnen Teilfonds im Verhältnis ihres Netto-Fondsvermögens anteilig belastet.

6. Sämtliche Kosten und Entgelte eines Teilfonds werden zuerst den Erträgen, dann den Kapitalgewinnen und erst dann dem Fondsvermögen angerechnet.

Art. 10. Rechnungsjahr und Abschlussprüfung.

1. Das Rechnungsjahr des Fonds endet jährlich am 31. Dezember, erstmals am 31. Dezember 2002.
2. Der Jahresabschluss des Fonds wird von einem Wirtschaftsprüfer geprüft, der von der Verwaltungsgesellschaft ernannt wird.

Art. 11. Ausschüttungspolitik.

Die Netto-Erträge eines Teilfonds sowie Kapitalgewinne und sonstige Einkünfte nicht wiederkehrender Art werden kapitalisiert und in dem Teilfonds wieder angelegt. Eine Ausschüttung ist nicht vorgesehen.

Art. 12. Dauer und Auflösung des Fonds.

1. Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet.
2. Unbeschadet der Regelung gemäß Absatz 1 dieses Artikels kann der Fonds jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden.
3. Die Auflösung des Fonds erfolgt zwingend in folgenden Fällen:
 - a) wenn die Depotbankbestellung gekündigt wird, ohne dass eine neue Depotbankbestellung innerhalb der gesetzlichen oder vertraglichen Fristen erfolgt;
 - b) wenn die Verwaltungsgesellschaft in Konkurs geht oder aus irgendeinem Grund aufgelöst wird;
 - c) wenn das Fondsvermögen während mehr als sechs Monaten unter einem Viertel der Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Absatz 7 des Verwaltungsreglements bleibt;
 - d) in anderen, im Gesetz vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen vorgesehenen Fällen.
4. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur Auflösung des Fonds führt, werden die Ausgabe und die Rücknahme von Anteilen eingestellt. Die Depotbank wird den Liquidationserlös abzüglich der Liquidationskosten und Honorare («Netto-Liquidationserlös») auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von ihr oder der Depotbank ernannten Liquidatoren unter die Anteilinhaber des Fonds nach deren Anspruch verteilen. Der Netto-Liquidationserlös, der nicht zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern eingezogen worden ist, wird, soweit dann gesetzlich notwendig, in EURO umgerechnet und von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der Anteilinhaber bei der CAISSE DES CONSIGNATIONS in Luxemburg hinterlegt, wo dieser Betrag verfällt, wenn er nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert wird.
5. Weder die Anteilinhaber noch deren Erben, Gläubiger oder Rechtsnachfolger können die Auflösung oder die Teilung des Fonds oder eines Teilfonds beantragen.

Art. 13. Verjährung und Vorlegungsfrist.

Forderungen der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden; davon unberührt bleibt die in Artikel 12 Absatz 4 des Verwaltungsreglements enthaltene Regelung.

Art. 14. Änderungen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann das Verwaltungsreglement mit Zustimmung der Depotbank jederzeit ganz oder teilweise ändern.

Art. 15. Veröffentlichungen.

1. Die erstmals gültige Fassung des Verwaltungsreglements sowie Änderungen desselben werden beim Handelsregister des Bezirksgerichts Luxemburg hinterlegt und im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg («Mémorial»), veröffentlicht.

2. Ausgabe- und Rücknahmepreise können bei der Verwaltungsgesellschaft erfragt werden.

3. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt für den Fonds einen Verkaufsprospekt, einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

Die vorgenannten Unterlagen des Fonds sind für die Anteilhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft kostenfrei erhältlich.

4. Die Auflösung des Fonds gemäß Artikel 12 des Verwaltungsreglements wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und in mindestens drei überregionalen Tageszeitungen, von denen eine eine Luxemburger Zeitung ist, veröffentlicht.

Art. 16. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache.

1. Das Verwaltungsreglement unterliegt luxemburger Recht. Insbesondere gelten in Ergänzung zu den Regelungen des Verwaltungsreglements die Vorschriften des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen. Gleiches gilt für die Rechtsbeziehungen zwischen den Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank.

2. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht eines jeden Landes zu unterwerfen, in welchem Anteile des Fonds öffentlich vertrieben werden, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind, und im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf den Fonds beziehen.

3. Der deutsche Wortlaut des Verwaltungsreglements ist maßgeblich.

Art. 17. Inkrafttreten.

Das Verwaltungsreglement und jegliche Änderung desselben treten am Tag der Unterzeichnung in Kraft, sofern nichts anderes bestimmt ist.

Senningerberg, den 1. August 2001.

INTERNATIONAL FUND MANAGEMENT S.A.

Die Verwaltungsgesellschaft

Unterschriften

Luxemburg, den 1. August 2001.

DEUTSCHE GIROZENTRALE INTERNATIONALE S.A.

Die Depotbank

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 2 août 2001, vol. 556, fol. 38, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49403/775/506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2001.

LITO S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 9.268.

Le bilan et l'annexe au 31 janvier 1999, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 17 janvier 2001, vol. 548, fol. 50, case 12, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 15 janvier 2001

Sont nommés administrateurs, leur mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 janvier 2000:

- Monsieur Lennart Blomdahl, business manager, demeurant à Raleigh, North Carolina (U.S.A.), Président
- Monsieur Sven Blomdahl, administrateur de sociétés, demeurant à Lidingö, (Suède), Administrateur-Délégué
- Madame Lisbet Blomdahl, administrateur de sociétés, demeurant à Coppet (U.S.A.), Administrateur-Délégué.

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 janvier 2000:

- AUDIEX S.A., société anonyme, Luxembourg.

Luxembourg, le 22 janvier 2001.

Signature.

(06835/534/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2001.

LE CLAIR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 67.241.

Le Conseil d'Administration a décidé en date du 4 décembre 2000 de transférer le siège social de la société du 18, rue Dicks, L-1417 Luxembourg au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait et signé à Luxembourg, le 9 janvier 2001.

Signatures.

Enregistré à Luxembourg, le 18 janvier 2001, vol. 548, fol. 54, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(06826/581/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2001.

OPERA INTERNATIONAL LUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 9-11, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 73.175.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle du 30 octobre 2000, que l'Assemblée a pris, entre autres, la résolution suivante:

Quatrième résolution

L'Assemblée prend acte que les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes sont venus à échéance en date du 6 juillet 2000 et qu'en absence de renouvellement des mandats et/ou de nouvelles nominations, les Administrateurs et le Commissaire aux Comptes ont poursuivi leur mandat jusqu'à la date de ce jour.

L'Assemblée décide de nommer pour un terme d'un an, les Administrateurs suivants:

* Monsieur Egidio Monguzzi, expert-comptable, demeurant à Vimercate (Italie);

* Madame Rachel Szymanski, employée privée, demeurant professionnellement à L-1930 Luxembourg, 12, avenue de la Liberté;

* Monsieur Sergio Vandi, employé privé, demeurant professionnellement à L-1930 Luxembourg, 12, avenue de la Liberté;

Les mandats des Administrateurs prendront fin lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2000.

L'Assemblée décide de nommer pour un terme d'un an, la société GRANT THORNTON REVISION ET CONSEILS S.A., 2, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg en qualité de Commissaire aux Comptes.

Le mandat du Commissaire aux Comptes prendra fin lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2000.

Luxembourg, le 12 janvier 2001.

Le Conseil d'Administration

S. Vandi / R. Szymanski

Président / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 17 janvier 2001, vol. 548, fol. 50, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(06881/043/30) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2001.

OPERA INTERNATIONAL LUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 9-11, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 73.175.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 28 septembre 2000, que le Conseil d'Administration a pris, entre autres et à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Quatrième résolution

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité des voix de transférer le siège social de la société du 62, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg aux 9-11, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, avec effet au 31 octobre 2000.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2001.

Le Conseil d'Administration

S. Vandi / R. Szymanski

Président / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 17 janvier 2001, vol. 548, fol. 50, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(06882/043/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2001.

MEVLANA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1424 Luxembourg, 8, rue André Duchscher.

R. C. Luxembourg B 68.756.

L'an deux mille, le dix-neuf décembre,

Par-devant Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- 1) Monsieur Seyitahmet Hakan, commerçant, demeurant à F-57270 Uckange, 2, rue des Mimosas,
- 2) Madame Arife Hakan, sans état, demeurant à F-57270 Uckange, 2, rue des Mimosas, représentée par Monsieur Seyitahmet Hakan, préqualifié, en vertu d'une procuration du 18 décembre 2000, laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le comparants et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci,
- 3) Monsieur Harun Hakan, étudiant, demeurant à F-57500 Saint-Avold, 70-9, rue de la Carrière.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter:

I) Qu'ils sont les seuls et uniques associés de la société à responsabilité limitée MEVLANA, S.à r.l., avec siège social à L-1424 Luxembourg, 8, rue André Duchscher, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B, numéro 68.756, dont ils détiennent l'intégralité des parts sociales.

II) Que la société a été constituée suivant acte reçu par Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 26 février 1999, publié au Mémorial C, numéro 373 du 25 mai 1999.

III) Que le capital social est fixé à cinq cent mille francs (500.000,- LUF) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de mille francs (1.000,- LUF) chacune, intégralement libérées.

IV) Que Monsieur Seyitahmet Hakan, préqualifié, cède et transporte par les présentes sous les garanties de droit, les trois cent soixante-quinze (375) parts sociales d'une valeur nominale de mille francs (1.000,- LUF) chacune, qu'il détient dans la société MEVLANA, S.à r.l., pour le prix de trois cent soixante-quinze mille francs (375.000,- LUF) à Madame Radmila Tomic, restauratrice, demeurant à L-5610 Mondorf-les-Bains, 28, avenue des Bains, ici présente et ce acceptant.

V) Que Madame Arife Hakan, préqualifiée, par son représentant susnommé, cède et transporte par les présentes sous les garanties de droit, les soixante-quinze (75) parts sociales d'une valeur nominale de mille francs (1.000,- LUF) chacune, qu'elle détient dans la société MEVLANA, S.à r.l., pour le prix de soixante-quinze mille francs (75.000,- LUF) à Madame Radmila Tomic, préqualifiée, ici présente et ce acceptant.

VI) Que Monsieur Harun Hakan, préqualifié, cède et transporte par les présentes sous les garanties de droit, les cinquante (50) parts sociales d'une valeur nominale de mille francs (1.000,- LUF) chacune, qu'il détient dans la société MEVLANA, S.à r.l., pour le prix de cinquante mille francs (50.000,- LUF) à Madame Radmila Tomic, préqualifiée, ici présente et ce acceptant.

VII) La cessionnaire préqualifiée sera propriétaire à compter de ce jour des parts sociales lui cédées et elle aura droit aux revenus et bénéfices dont ces parts sociales seront productives à compter de ce jour et elle est subrogée dans tous les droits et obligations attachés aux parts sociales présentement cédées.

Les cédants reconnaissent avoir reçu de la cessionnaire les prix des cessions avant les présentes, dont quittance.

VIII) Monsieur Seyitahmet Hakan, préqualifié, agissant en sa qualité de gérant de la société MEVLANA, S.à r.l., déclare accepter les cessions de parts prémentionnées.

Tous les associés déclarent consentir aux prédites cessions.

Suite aux cessions de parts dont question ci-avant, Madame Radmila Tomic, préqualifiée, est devenue seule et unique associée de la société MEVLANA, S.à r.l. et a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à cinq cent mille francs (500.000,- LUF) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de mille francs (1.000,- LUF) chacune.

Toutes les parts sociales sont détenues par l'associée unique, Madame Radmila Tomic, restauratrice, demeurant à L-5610 Mondorf-les-Bains, 28, avenue des Bains.»

Deuxième résolution

L'associée unique décide de modifier l'article 6 et les deux premiers alinéas de l'article 9 des statuts pour leur donner la teneur suivante:

«**Art. 6.** Toutes cessions entre vifs de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne sont cessibles dans ce même cas à des non-associés qu'avec le Consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 9. Alinéas 1^{er} et 2. L'associée unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité d'associés, les décisions de l'assemblée générale ne sont valablement prises qu'autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.»

Troisième résolution

L'associée unique accepte la démission de Monsieur Seyitahmet Hakan comme gérant de la société et lui accorde décharge pleine et entière pour l'exécution de son mandat.

Est nommée gérante Madame Radmila Tomic, préqualifiée, avec pouvoir d'engager la société par sa seule signature.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. Hakan, H. Hakan, R. Tomic, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2000, vol. 127S, fol. 50, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2001.

P. Frieders.

(06850/212/72) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2001.

MEVLANA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1424 Luxembourg, 8, rue André Duchscher.

R. C. Luxembourg B 68.756.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2001.

P. Frieders.

(06851/212/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2001.

SOMAPAR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 13, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 52.517.

L'an deux mille, le vingt-deux décembre.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville,

s'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée SOMAPAR S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 13, boulevard du Prince Henri, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous la section B et le numéro 52.517

constituée suivant acte reçu par Maître Marc Elter, alors notaire de résidence à Luxembourg en date du 12 octobre 1995, publié au Mémorial C numéro 636 du 14 décembre 1995.

Les statuts de la société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois en vertu d'un acte reçu par le notaire soussigné en date du 5 octobre 1999, publié au Mémorial C-N° 984 du 22 décembre 1999, page 47.223.

L'assemblée des actionnaires est présidée par Monsieur Lino Berti, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Carlo Santioemma, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée des actionnaires désigne comme scrutateur Monsieur Giovanni Manucci, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué dresse la liste de présence, laquelle, après avoir été signée par tous les actionnaires présents et les porteurs de procurations des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée à la présente minute avec laquelle elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

Monsieur le Président déclare et demande au notaire d'acter ce qui suit:

I. Suivant la liste de présence, tous les actionnaires, représentant l'entière du capital social souscrit sont présents ou dûment représentés à la présente assemblée, laquelle peut valablement délibérer et décider sur tous les points figurant à l'ordre du jour, sans convocation préalable.

II. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour :

1) Augmentation du capital social souscrit de LUF 4.160.000 (quatre millions cent soixante mille francs luxembourgeois), pour porter le capital social actuel de LUF 1.250.000 (un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois) à LUF 5.410.000 (cinq millions quatre cent dix mille francs luxembourgeois), par la création de 416 (quatre cent seize) actions nouvelles d'une valeur nominale de LUF 10.000 (dix mille francs luxembourgeois), donnant les mêmes droits et avantages que les actions anciennes;

à souscrire au pair et à libérer intégralement par un actionnaire par la conversion en capital et l'incorporation au capital jusqu'à concurrence de LUF 4.160.000 (quatre millions cent soixante mille francs luxembourgeois), d'une créance que cet actionnaire a sur la société, le tout sur le vu d'un rapport d'un réviseur d'entreprises.

2. Suppression du droit de souscription préférentiel de l'autre actionnaire, par rapport à l'augmentation de capital sur le vu de la renonciation expresse de ce dernier à ce droit.

3) Souscription et libération en espèces.

4) Réduction du capital social à concurrence d'un montant de LUF 2.610.000 (deux millions six cent dix mille francs luxembourgeois),

pour le ramener de son montant actuel de LUF 5.410.000 (cinq millions quatre cent dix mille francs luxembourgeois), à LUF 2.800.000 (deux millions huit cent mille francs luxembourgeois) par l'annulation de 261 (deux cent soixante et une) actions d'une valeur nominale de LUF 10.000 (dix mille francs luxembourgeois),

par l'incorporation de la somme de LUF 2.610.000 (deux millions six cent dix mille francs) à une réserve spéciale en vue de compenser des pertes constatées au 19 novembre 2000, étant entendu qu'il ne pourra être disposé de ce compte de réserve, que pour compenser des pertes subies ou pour augmenter le capital social souscrit par incorporation de cette réserve, en conformité avec les règles de l'article 69-4 de la loi sur les sociétés commerciales.

5) modification subséquente de l'article 5 des statuts.

6) divers.

L'assemblée, après s'être reconnue régulièrement constituée, a approuvé l'exposé de Monsieur le Président et a abordé l'ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée a pris, à l'unanimité des voix et séparément les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social souscrit d'un montant de LUF 4.160.000 (quatre millions cent soixante mille francs luxembourgeois),

pour porter le capital social actuel de LUF 1.250.000 (un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois) à LUF 5.410.000 (cinq millions quatre cent dix mille francs luxembourgeois), par la création de 416 (quatre cent seize) actions nouvelles d'une valeur nominale de LUF 10.000 (dix mille francs luxembourgeois), donnant les mêmes droits et avantages que les actions anciennes;

à souscrire au pair et à libérer intégralement par un actionnaire par la conversion en capital et l'incorporation au capital jusqu'à concurrence de LUF 4.160.000 (quatre millions cent soixante mille francs luxembourgeois), d'une créance que cet actionnaire a sur la société, le tout sur le vu d'un rapport d'un réviseur d'entreprises.

à libérer entièrement par un apport en nature, plus spécialement par la conversion d'une créance en capital détenue par un ancien actionnaire contre la société.

Renonciation

Le droit de souscription préférentiel d'un ancien actionnaire par rapport à l'augmentation de capital décidée ci-avant, est supprimé sur le vu de la renonciation expresse de l'actionnaire concerné, donnée le 21 décembre 2000,

laquelle renonciation, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et par le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise à la formalité du timbre et de l'enregistrement.

Souscription - Libération

Et à l'instant est intervenue,

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, société anonyme, avec siège social à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri,

elle même représentée par Messieurs Lino Berti et Carlo Santioemma, préqualifiés,

agissant au nom et pour le compte de l'actionnaire majoritaire tel que renseigné sur la prédite liste de présence,

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, après avoir reçu lecture de tout ce qui précède, déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la société, et a déclaré souscrire aux 416 actions nouvelles.

Les actions nouvelles souscrites ont été libérées intégralement à leur valeur nominale de LUF 10.000 (dix mille francs luxembourgeois) par un apport autre qu'en numéraire fait par le souscripteur à la société, plus spécialement par la conversion en capital d'une créance certaine, liquide et exigible, détenue par le souscripteur contre la société, jusqu'à concurrence de LUF 4.160.000 (quatre millions cent soixante mille francs luxembourgeois), lequel apport a fait l'objet d'un rapport établi préalablement aux présentes par le réviseur d'entreprises, la société à responsabilité limitée FIDEI REVISION, S.à r.l., avec siège social à Luxembourg, 50, Val Fleuri,

lequel rapport conclut comme suit:

«Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la valeur de l'Apport qui correspond au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie, en l'occurrence aux 416 actions nouvelles d'une valeur nominale de LUF 10.000 chacune, en contrepartie de l'apport autre qu'en numéraire.

Ce rapport, après avoir été signé ne varietur par les comparants et par le notaire instrumentant, demeurera annexé au présent acte avec lequel il sera soumis à la formalité du timbre et de l'enregistrement.

La preuve de la demande de souscription et de conversion a été apportée au notaire par l'ordre de souscription contenu dans la procuration.

L'assemblée réunissant l'intégralité du capital social de la société, accepte à l'unanimité la souscription des actions nouvelles par le souscripteur, préqualifié.

Deuxième résolution

L'assemblée des actionnaires décide de réduire le capital social à concurrence d'un montant de LUF 2.610.000 (deux millions six cent dix mille francs luxembourgeois),

pour le ramener de son montant actuel de LUF 5.410.000 (cinq millions quatre cent dix mille francs luxembourgeois), à LUF 2.800.000 (deux millions huit cent mille francs luxembourgeois), par l'annulation de 261 (deux cent soixante et une) actions d'une valeur nominale de LUF 10.000 (dix mille francs luxembourgeois),

par l'incorporation de la somme de LUF 2.610.000 (deux millions six cent dix mille francs) à une réserve spéciale en vue de compenser des pertes constatées au 19 novembre 2000, étant entendu qu'il ne pourra être disposé de ce compte de réserve, que pour compenser des pertes subies ou pour augmenter le capital social souscrit par incorporation de cette réserve, en conformité avec les règles de l'article 69-4 de la loi sur les sociétés commerciales.

L'assemblée constate en outre que le capital autorisé existant est venu à expiration.

Troisième résolution

A la suite des résolutions prises ci-dessus, l'assemblée générale décide de modifier l'article 5 des statuts, afin que ce dernier ait la teneur nouvelle suivante:

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à LUF 2.800.000 (deux millions huit cent mille francs luxembourgeois), représenté par 280 (deux cent quatre-vingt) actions d'une valeur nominale de LUF 10.000 (dix mille francs luxembourgeois).

Toutes les actions sont au porteur ou nominatives ou choix de l'actionnaire.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Clôture

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président prononce la clôture de l'assemblée.

Déclaration - Frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié les conditions prévues par l'Article 26 de la loi 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement et en constate expressément l'accomplissement.

Le montant au moins approximatif, des frais dépenses rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital est évalué approximativement à LUF 95.000,-.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu en français, langue connue des comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, lesdits comparants ont signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: L. Berti, C. Santioemma, G. Manucci, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2000, vol. 7CS, fol. 76, case 1. – Reçu 41.600 francs.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2001.

J. Delvaux.

(06957/208/133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2001.

THOMSON HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 67.691.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

F. Baden.

(06981/200/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2001.

TRANSBEL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R. C. Luxembourg B 30.304.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 1999

* L'Assemblée accepte la démission en tant qu'administrateur de Monsieur H. de Graaf, Monsieur C. Speecke et Monsieur M. van de Vaart, ainsi que la démission de MeesPIERSON TRUST (LUXEMBOURG) S.A. de son mandat de commissaire aux comptes.

Décharge leur est donnée pour l'exercice de leur mandat à ce jour.

* L'Assemblée nomme en remplacement des administrateurs démissionnaires, Monsieur Johans Dejans, employé privé, demeurant 3, rue Jean Piret à L-2350 Luxembourg, Monsieur Eric Vanderkerken, employé privé, demeurant 3, rue Jean Piret à L-2350 Luxembourg et Madame Claude-Emmanuelle Cottier Johansson, employée privée, demeurant 3, rue Jean Piret à L-2350 Luxembourg. La FIDUCIAIRE LEX BENOY, ayant son siège social 13, rue Jean Bertholet à L-1233 Luxembourg a été nommée commissaire aux comptes. Ils termineront le mandat de leurs prédécesseurs.

* L'Assemblée décide de transférer le siège social de la société du 10, rue Antoine Jans à Luxembourg, au 3, rue Jean Piret à L-2350 Luxembourg.

Luxembourg, le 20 décembre 2000.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2000, vol. 545, fol. 13, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(06993/595/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2001.

MOLINO HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 36.274.

—
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, vol. 548, fol. 64, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MOLINO HOLDING S.A.
Société Anonyme
SOFINEX S.A.
Société Anonyme
Signature

(06856/783/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2001.

MOLINO HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 36.274.

—
Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 16 juin 2000, les mandats des administrateurs, Constantinos Leventis, George A. David, Andrew A. David, Leonidas S. Joannou, George Adams, Irial Finan et Tom O'Beirne ont été renouvelés jusqu'à l'issue de l'assemblée générale 2001 approuvant les comptes de 2000,

PricewaterhouseCoopers, Halandri, Greece, ont été nommé commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale 2001 approuvant les comptes de 2000.

Luxembourg, le 15 décembre 2000.

Pour MOLINO HOLDING S.A.
Société Anonyme
SOFINEX S.A.
Société Anonyme
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 22 janvier 2001, vol. 548, fol. 64, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(06857/783/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2001.

THOMSON HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 67.691.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

F. Baden.

(06982/200/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2001.

TRY-COM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 15, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 37.964.

—
Le bilan et l'annexe au 31 décembre 1999, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 17 janvier 2001, vol. 548, fol. 50, case 12, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2001.

Signature.

(06995/534/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2001.

THOMSON INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 79.011.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

F. Baden.

(06983/200/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2001.

**TULIPE HOLDING S.A., Société Anonyme Holding,
(anc. TULIPE S.A.).**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 28.165.

L'an deux mille, le vingt décembre.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme TULIPE S.A., R.C.S. No. B 28.165, constituée suivant acte du notaire Frank Baden de résidence à Luxembourg en date du 11 mai 1988, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, n° 211 du 5 août 1988.

Les statuts furent modifiés la dernière fois par acte du même notaire en date du 22 décembre 1993, publié au Mémorial, Série C n° 119 du 30 mars 1994.

La séance est ouverte à onze heures trente sous la présidence de Me Claude Geiben, maître en droit, avec adresse professionnelle à L- 2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte Neuve.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Serge Borges, employé privé, avec adresse professionnelle à L- 2227 Luxembourg, 12 avenue de la Porte Neuve.

L'assemblée élit scrutateurs Madame Mary Longo, employée privée, et Mademoiselle Alessandra Virgili, employée privée, les deux avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte Neuve.

Le bureau ainsi constitué constate que l'intégralité du capital social est représentée, ainsi qu'il résulte d'une liste de présence signée par les actionnaires présents respectivement par leurs mandataires et par les membres du bureau, laquelle liste reste annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Les actionnaires présents respectivement les mandataires des actionnaires représentés déclarent renoncer à une convocation spéciale et préalable ayant reçu une parfaite connaissance de l'ordre du jour.

Le bureau constate que l'assemblée est régulièrement constituée et qu'elle peut valablement délibérer sur les objets se trouvant à son ordre du jour qui est conçu comme suit:

- 1.- Augmentation du capital social de la Société par incorporation de réserves sans issue de nouvelles actions.
- 2.- Décision de changer la devise d'expression du capital social du franc luxembourgeois en celle de l'euro.
- 3.- Décision de modifier la dénomination de la Société en ajoutant le mot HOLDING.
- 4.- Décision de refondre l'intégralité des statuts de la Société en tous ses articles.
- 5.- Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de supprimer la valeur nominale des actions et d'augmenter le capital social de la Société par incorporation de réserves à concurrence de d'un montant de 526.845,- LUF, sans émission d'actions nouvelles, pour le porter de son montant actuel de 62.000.000,- LUF à 62.526.845,- LUF, représenté par 62.000 actions sans valeur nominale.

La réalité de ces réserves a été prouvée au notaire instrumentant par la remise d'un bilan établi au 15 septembre 2000, lequel bilan, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentaire, restera annexé aux présentes pour être enregistré en même temps.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide, conformément aux dispositions de la loi du 10 décembre 1998 relative à la conversion par les sociétés commerciales de leur capital en euro, de procéder à la conversion du capital de francs luxembourgeois en euros et ceci par l'application du taux de conversion EUR/LUF de 40,3399 de sorte que le capital de LUF 62.526.845,- (soixante-deux millions cinq cent vingt six mille huit cent quarante-cinq francs luxembourgeois) est fixé à EUR 1.550.000,- (un million cinq cent cinquante mille euros) représenté par 62.000 (soixante deux mille) actions sans valeur nominale.

En conséquence l'assemblée générale décide que tous les autres postes du bilan libellés en une monnaie d'un des pays de l'Union européenne qui ont adhéré à la troisième phase de l'Union monétaire sont convertis pareillement en euro aux taux officiels.

Troisième résolution

L'Assemblée générale décide de fixer la valeur nominale des actions à EUR 25,- (vingt-cinq euros).

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de modifier la dénomination sociale de la Société en ajoutant à la fin le mot «HOLDING.»

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de refondre complètement les statuts sociaux pour leur donner désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme luxembourgeoise, dénommée TULIPE HOLDING S.A, Société anonyme, Luxembourg.

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant à la majorité des voix requises pour la modification des statuts.

Art. 3. Le siège de la Société est établi à Luxembourg. Il peut être transféré par simple décision du conseil d'administration en tout autre lieu de cette commune et par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires comme en matière de modification des statuts, dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra même être transféré à l'étranger, sur simple décision du conseil d'administration, lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feraient obstacle à l'activité normale de la Société à son siège ou seraient imminents, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Nonobstant un tel transfert à l'étranger qui ne peut être que temporaire, la nationalité de la Société restera luxembourgeoise.

En toute autre circonstance le transfert du siège de la Société à l'étranger et l'adoption par la Société d'une nationalité étrangère ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des associés et des obligataires.

Art. 4. La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation ou de toute autre manière et encore l'acquisition de brevets et de marques de fabrique et la concession de licences, leur gestion et leur mise en valeur.

Elle peut en outre accorder aux entreprises auxquelles elle s'intéresse tous concours ou toutes assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale. Elle peut exercer toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, autorisées par et rentrant dans les limites tracées par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières (sociétés holding).

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à EUR 1.550.000,- (un million cinq cent cinquante mille euros) représenté par 62.000 (soixante deux mille) actions d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Le capital autorisé est fixé à EUR 15.500.000,- (quinze million cinq cent mille euros) qui sera représenté par 620.000 (six cent vingt mille) actions d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt cinq euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la date de publication des présents statuts, autorisé à augmenter en une fois ou par plusieurs tranches le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé.

Les actions représentatives de ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises dans la forme et au prix, avec ou sans prime d'émission, et libérées en espèces ou par apports en nature ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration est autorisé à fixer toutes autres modalités et déterminer toutes autres conditions des émissions.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription.

Le conseil d'administration peut déléguer tout mandataire pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de ces augmentations de capital et encore pour se présenter devant notaire pour faire acter dans les formes de la loi l'augmentation du capital social ainsi intervenue.

Chaque fois que le conseil d'administration fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera considéré comme adapté à la modification intervenue.

Art. 6. La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins. Les administrateurs sont nommés pour un terme n'excédant pas six années. Ils sont rééligibles. Le conseil élit en son sein un président et le cas échéant un vice-président.

Si par suite de démission, décès, ou toute autre cause, un poste d'administrateur devient vacant, les administrateurs restants peuvent provisoirement pourvoir à son remplacement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa prochaine réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et accomplir tous les actes de disposition et d'administration nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les présents statuts réservent à l'assemblée générale. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non.

La Société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil d'administration.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la Société seule, représentée par son conseil d'administration.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la Société l'exigent. Il est convoqué par son président, en son absence par le vice-président ou par deux administrateurs.

Le conseil d'administration peut valablement délibérer si une majorité de ses membres sont présents ou représentés. Chaque administrateur peut se faire représenter par un de ses collègues. Un administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues à la fois.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple. En cas de partage des voix le président n'a pas de voix prépondérante.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent transmettre leurs votes par tout moyen écrit de télécommunication.

Le conseil d'administration peut prendre des résolutions par la voie circulaire. Les propositions de résolutions sont dans ce cas transmises aux membres du conseil d'administration par écrit qui font connaître leurs décisions par écrit. Les décisions sont considérées prises si une majorité d'administrateurs a émis un vote favorable.

Il est dressé procès-verbal des décisions du conseil d'administration. Les extraits des décisions du conseil d'administration sont délivrés conformes par le président, à son défaut par deux administrateurs.

Art. 10. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires aux comptes. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années. Ils sont rééligibles.

Art. 11. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre. Chaque année, le trente et un décembre, les livres, registres et comptes de la Société sont arrêtés. Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi que l'annexe aux comptes annuels.

Art. 12. Le conseil d'administration ainsi que les commissaires sont en droit de convoquer l'assemblée générale quand ils le jugent opportun. Ils sont obligés de la convoquer de façon à ce qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des actionnaires représentant le cinquième du capital social les en requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.

Les convocations de toutes assemblées générales contiennent l'ordre du jour.

L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Les extraits des procès-verbaux des assemblées générales sont délivrés conformes par le président du conseil d'administration, à son défaut par deux administrateurs.

Art. 13. Le conseil d'administration peut subordonner l'admission des propriétaires d'actions au porteur au dépôt préalable de leurs actions; mais au maximum cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion. Tout actionnaire a le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire, chaque action donnant droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième jeudi du mois de juin à 11.30 heures au siège social ou à tout autre endroit dans la commune du siège à désigner dans les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant à la même heure.

L'assemblée générale annuelle est appelée à approuver les comptes et les rapports annuels et à se prononcer sur la décharge des organes sociaux.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net. Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution si, à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve a été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder en cours d'exercice au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Art. 15. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à onze heures quarante-cinq.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. Geiben, S. Borges, M. Longo, A. Virgili, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2001, vol. 127S, fol. 88, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signé par Maître Martine Weinandy, notaire de résidence à Clervaux, en remplacement de son collègue Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, momentanément absent.

Luxembourg, le 17 janvier 2001.

M. Weinandy.

(06996/230/178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2001.

THOMSON INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 79.011.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

F. Baden.

(06984/200/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2001.

TOURBILLON, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 56, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 66.985.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 19 janvier 2001, vol. 548, fol. 58, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2001.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES.

(06990/502/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2001.

TRANSIMMOBILIA S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 38.540.

La présente pour information

- que Messieurs Jean Meyer et Claude Meyer ont démissionnés avec effet au 31 décembre 2000 des postes d'administrateurs;

- que le siège social est dénoncé avec effet au 31 décembre 2000;

- que CITICONSEIL, S.à r.l. à démissionné avec effet au 31 décembre 2000 du poste de commissaire aux comptes.

Pour mention aux fins d'enregistrement et de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2001.

Signature.

Enregistré à Redange-sur-Attert, le 22 janvier 2001, vol. 144, fol. 18, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(06994/000/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2001.

TURNING POINT S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 55.948.

L'an deux mille, le vingt et un décembre.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme TURNING POINT S.A., ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 55.948, constituée suivant acte notarié en date du 19 juillet 1996, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, numéro 565 du 5 novembre 1996.

L'Assemblée est ouverte à huit heures vingt sous la présidence de Monsieur Alain Noullet, employé privé, demeurant à Nospelt

qui désigne comme secrétaire Madame Maggy Strauss, employée privée, demeurant à Garnich.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Madame Tanja Dahm, employée privée, demeurant à Bilsdorf.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour

Ordre du jour :

1. Décision sur la mise en liquidation de la société.

2. Nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide la dissolution de la Société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de nommer comme liquidateur:

Madame Martine Caillard, employée privée, demeurant à F-54000 Nancy, 3, rue de Vic.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilégiés, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Noullet, M. Strauss, T. Dahm et F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 2000 vol. 7CS, fol. 71, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2001.

F. Baden.

(06997/200/57) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2001.

UNIQUE I.T. CONSULTING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 241, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 63.445.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 19 janvier 2001, vol. 548, fol. 58, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2001.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES.

(06998/502/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2001.

DONECK EUROFLEX S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-6776 Grevenmacher, 4, an de Längten.

H. R. Luxemburg B 61.803.

Die Aktionäre der Gesellschaft werden gebeten, an der

JÄHRLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

teilzunehmen, welche am 7. September 2001 um 10.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft stattfindet.

Tagesordnung:

1. Geschäftsbericht des Verwaltungsrats und Prüfungsbericht des Abschlussprüfers.
2. Verabschiedung der Bilanz und der Ergebnisrechnung zum 31. Dezember 2000 sowie Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses.
3. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers für das verflossene Geschäftsjahr.
4. Neuwahl.
5. Verschiedenes.

CARPINTEX S.A., CARPETS AND INTERNATIONAL TEXTILES S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte Neuve.
R. C. Luxembourg B 20.816.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 12 septembre 2001 à 14.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

1. Suppression transitoire de la valeur nominale des actions.
2. Changement de la monnaie d'expression du capital social de la société de Francs Luxembourgeois en Euro avec effet au 1^{er} octobre 2000 au cours de 1 Euro pour 40,3399 LUF, le nouveau capital de la société s'élevant à un million deux cent trente-neuf mille quatre cent soixante-sept Euros et soixante-deux cents (1.239.467,62 EUR).
3. Augmentation du capital de la société pour le porter de son montant actuel de un million deux cent trente-neuf mille quatre cent soixante-sept Euros et soixante-deux Cents (1.239.467,62 EUR) par l'incorporation d'une partie des résultats reportés à concurrence de dix mille cinq cent trente-deux Euros et trente-huit cents (10.532,38 EUR).
4. Restauration de la valeur nominale des actions du capital social et fixation de celle-ci à vingt-cinq Euros (25,- EUR) par action, chacune jouissant des mêmes droits et avantages que les actions précédemment supprimées.
5. Modifications afférentes de l'article 5 des statuts.
6. Modification de l'article 2 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:
«La durée de la société est illimitée.»
7. Suppression de l'article 9 des statuts relatif à la garantie des administrateurs et commissaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (03999/755/26)

Le Conseil d'Administration.

SOCIETE FINANCIERE L.DAPT, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 17.728.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 septembre 2001 à 15.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire.
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 30 juin 2001.
- Affectation du résultat au 30 juin 2001.
- Suppression de la valeur nominale des actions.
- Augmentation du capital social à concurrence de LUF 95.713,- pour le porter de son montant actuel à LUF 35.095.713,- par incorporation du résultat reporté à due concurrence.
- Conversion du capital social de LUF 35.095.713,- en EUR 870.000,- et modification subséquente de l'article 5 des statuts pour le mettre en concordance avec les résolutions qui précèdent.
- Quitus aux Administrateurs et au Commissaire.
- Démission et nomination d'un Administrateur.
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

I (04001/531/23)

Le Conseil d'Administration.

HOLLERICH INVESTMENT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 20.324.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le mardi 11 septembre 2001 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (04023/755/17)

Le Conseil d'Administration.

LUXEMBOURG INVESTMENTS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 20.479.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le mardi 11 septembre 2001 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (04024/755/17)

Le Conseil d'Administration.

OPACCO HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 38.162.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 7 septembre 2001 à 10.30 heures à Luxembourg au 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de vérification du commissaire pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2000
2. Présentation et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2000
5. Elections statutaires
6. Transfert du siège social de la société
7. Divers

I (04025/000/19)

Le Conseil d'Administration.

PHIPE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 42.238.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 7 septembre 2001 à 10.00 heures à Luxembourg au 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de vérification du commissaire pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2000
2. Présentation et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2000
5. Elections statutaires
6. Transfert du siège social de la société
7. Divers

I (04026/000/19)

Le Conseil d'Administration.

TARO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 41.933.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 7 septembre 2001 à 9.30 heures à Luxembourg au 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de vérification du commissaire pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2000
2. Présentation et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2000
5. Elections statutaires
6. Transfert du siège social de la société
7. Divers

I (04027/000/19)

Le Conseil d'Administration.

SALORIX HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 38.749.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 7 septembre 2001 à 9.00 heures à Luxembourg au 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de vérification du commissaire pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2000
2. Présentation et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2000
5. Elections statutaires
6. Transfert du siège social de la société
7. Divers

I (04028/000/19)

Le Conseil d'Administration.

FINANCIERE TITANIA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 42.229.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 7 septembre 2001 à 11.00 heures à Luxembourg au 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de vérification du commissaire pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2000
2. Présentation et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2000
5. Elections statutaires
6. Transfert du siège social de la société
7. Divers

I (04029/000/19)

Le Conseil d'Administration.

KERGUELEN S.A., Société Anonyme Holding.
Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 37.216.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le jeudi 13 septembre 2001 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration
- Rapport du Commissaire aux Comptes.
- Approbation des comptes annuels au 30 juin 2001 et affectation des résultats.
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (04041/755/17)

Le Conseil d'Administration.

MACRI S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R. C. Luxembourg B 62.570.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 31 août 2001 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 mars 2001;
- approbation des comptes annuels au 31 mars 2001;
- affectation des résultats au 31 mars 2001;
- ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
- décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
- nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
- divers.

II (03730/000/1817)

Le Conseil d'Administration.

KUNDERA, Société Anonyme Holding.
Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 52.509.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 30 août 2001 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2000.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

II (03750/534/15)

Le Conseil d'Administration.

RICHEMONT S.A., Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 16.576.

Les actionnaires et les porteurs de titres bénéficiaires (participation certificats) de RICHEMONT S.A. (la «Société») sont informés par la présente qu'une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

se tiendra le 6 septembre 2001 au siège social de la Société à 11.30 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. De diviser chaque titre bénéficiaire existant en cent (100) titres bénéficiaires, la division devenant effective à la date de la division des actions correspondantes de la COMPAGNIE FINANCIERE RICHEMONT AG (une Aktiengesellschaft constituée sous les lois Suisses avec siège social à Zoug) et modification conséquente du paragraphe 5.4 de l'article 5 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:
«La Société a émis cinq cent soixante-quatorze millions deux cent mille (574.200.000) titres bénéficiaires qui ne font pas partie du capital de la Société et qui bénéficient des droits tels que décrits à l'article 7 ci-dessous, tous titres bénéficiaires ont été attribués aux détenteurs et aux souscripteurs des actions de toutes classes de COMPAGNIE FINANCIERE RICHEMONT AG (une Aktiengesellschaft constituée sous les lois Suisses avec siège social à Zoug, dans les proportions suivantes: un (1) titre bénéficiaire pour chaque action «A» de COMPAGNIE FINANCIERE RICHEMONT AG et un (1) titre bénéficiaire pour dix (10) actions «B» de COMPAGNIE FINANCIERE RICHEMONT AG. Chaque titre bénéficiaire de la Société porte le même nombre distinctif que l'action ou les actions correspondantes de COMPAGNIE FINANCIERE RICHEMONT AG.»
2. De modifier l'article 8.2 des statuts de la Société par l'ajout du paragraphe suivant qui sera numéroté 8.2.1:
3. «Au cas d'une division ou d'une consolidation des actions de COMPAGNIE FINANCIERE RICHEMONT AG, le(s) titre(s) bénéficiaire(s) détenu(s) par les détenteurs de ces actions seront automatiquement et sans autre démarche de la part de la Société divisé(s) ou consolidé(s), selon le cas, de la même manière que le(s) action(s) correspondante(s) de COMPAGNIE FINANCIERE RICHEMONT AG, étant entendu qu'une telle subdivision ou consolidation ne résultera pas en une réduction des droits des détenteurs concernés par cet événement. Chaque fois qu'une telle subdivision ou consolidation aura lieu, le conseil d'administration prendra note du changement de l'article 5 de ces statuts et qui en résulte fera constater ce changement par acte notarié.»

Vote

La présente convocation concerne pour une assemblée re-convoquée des actionnaires et des détenteurs des titres bénéficiaires du 2 août 2001. La première assemblée ne pouvait valablement délibérer sur l'ordre du jour en raison défaut de quorum. Toutes les actions en circulation et moins de 50% des titres bénéficiaires en circulation étaient représentés à l'assemblée du 2 août 2001, ainsi le quorum légal n'était pas atteint.

Pour l'assemblée re-convoquée, aucun quorum n'est requis.

Les cartes d'admission à l'assemblée générale extraordinaire ainsi que les formulaires de procuration seront remis aux détenteurs de titres bénéficiaires au porteur lors du dépôt de leurs certificats correspondant à leurs actions de la COMPAGNIE FINANCIERE RICHEMONT AG et les titres bénéficiaires de la Société auprès des agences des banques suivantes:

UBS AG
DARIER, HENTSCH & CIE
BANQUE VONTOBEL AG
PICTET & CIE
BANQUE VON ERNST & CIE AG

Les certificats déposés seront bloqués jusqu'à la clôture de l'assemblée. Aucune carte d'admission ne pourra être délivrée le jour même de l'assemblée. Les actionnaires et les porteurs de titres bénéficiaires peuvent voter en personne ou par procuration. Les formulaires de procuration sont fournis au dos des cartes d'admission.

II (03833/000/50)

Pour et au nom du Conseil d'administration.

ILAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.
R. C. Luxembourg B 28.090.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à Luxembourg, 12-16, avenue Monterey, le 30 août 2001 à 14.00 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan, du compte de pertes et profits et affectation des résultats au 30 septembre 1998.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes quant à l'exercice sous revue.
4. Ratification des actes posés par les administrateurs et le commissaire aux comptes et prolongation de leur mandat jusqu'à ce jour.
5. Démission de deux administrateurs démissionnaires et du commissaire aux comptes et décharge jusqu'à ce jour.
6. Nomination de deux administrateurs et du commissaire aux comptes.
7. Election statutaire.
8. Divers.

II (03935/029/20)

Le Conseil d'Administration.